

**Présenté par
Valérie PÉCRESSE**
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

POLITIQUE RÉGIONALE ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET DÉCHETS - 4ÈMES AFFECTATIONS 2025

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	6
ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION	12
Annexe 1 : Fiches projets AAP Île-de-France BTP circulaire	13
Annexe 2 : Fiches projets Zéro déchet et économie circulaire	62
Annexe 3 : Fiches projets Île-de-France propre	77
Annexe 4 : Réaffectations	92

EXPOSÉ DES MOTIFS

Afin de mettre le cap sur une Île-de-France propre, zéro déchet et circulaire en accompagnant l'atteinte des objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale Économie Circulaire (SREC), adoptés par délibérations n° CR 2019-053 du 21 novembre 2019 et n° CR 2020-040 du 24 septembre 2020, il est proposé dans le cadre de ce rapport de soutenir la réalisation de **38 opérations** et de mobiliser un montant global de **3 930 097 €**.

1. Affectations de subvention pour l'appel à projets « Île-de-France BTP circulaire »

Dans le cadre de la stratégie régionale d'économie circulaire (SREC), la Région a inscrit le lancement d'un appel à projets ciblé pour répondre aux enjeux de réemploi et de recyclage dans le secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP). Par ailleurs, lors de la COP 2020, l'objectif de soutenir 50 projets « chantier circulaire » dans le BTP a été acté dans ses 192 mesures. Jusqu'à **28 millions de tonnes de déchets sortent des chantiers franciliens annuellement, ils représentent 68 % des déchets franciliens**. C'est un enjeu majeur pour notre région de **faire progresser les solutions de réemploi et de recyclage mais aussi les pratiques sur les chantiers** et les aménagements pour aller vers une économie circulaire.

A cet effet, en mars dernier, l'**appel à projets « Île-de-France BTP circulaire »** a été lancé. Il est ainsi proposé de participer au financement, **en investissement**, de **24 projets lauréats** pour un montant d'autorisations de programme de **3 154 886 €**. Ces projets permettent, de réemployer/recycler près de **700 000 tonnes** de déchets de chantiers, d'éviter plus de 325 000 tonnes de CO₂ et enfin de créer **142 emplois directs**.

Ces projets relèvent des **2 volets** de l'appel à projets :

- **Volet « chantiers et aménagements circulaires »** dont la cible sont les maîtres d'ouvrages publics, avec en priorité les collectivités, établissements publics et bailleurs sociaux : **8 projets lauréats** pour un montant de subventions de **723 725 €** qui permettront d'éviter 162 400 tonnes de déchets du BTP et l'émission de 533 tonnes équivalent CO₂ sur la durée des projets. Ce sont des projets démonstrateurs de pratiques à généraliser dans les chantiers et les territoires franciliens.
- **Volet « filières de réemploi et recyclage pour les déchets de chantiers »** dont la cible sont en priorité les entreprises et sociétés d'économie mixtes (SEM) afin d'implanter sur le territoire francilien les équipements nécessaires pour structurer les filières. Ainsi les **16 projets lauréats** pour un montant de subventions de **2 431 161 €** permettront de reconditionner/ réutiliser 8 665 tonnes de produits et matériaux issus des chantiers et de recycler de 536 260 tonnes de déchets, d'éviter l'émission de près de 320 000 tonnes équivalent CO₂/an.

Les filières prioritaires ciblées dans les projets lauréats sont :

- le recyclage de bétons de démolition et de terres excavées pour la production de granulats recyclés ;
- le recyclage du plâtre ;
- la production de terres « fertiles » recyclées à partir de terres excavées et de substrat organique (compost/digestat) : elles sont une alternative à la terre végétale naturelle prise sur les terres agricoles, indispensable pour réaménager / renaturer des espaces ;
- la production de briques de terre crue pour la construction ;
- le reconditionnement de sanitaires, de structures métalliques ou de dalles de moquettes ...

2. Affectation de subventions au titre du dispositif « Zéro déchet et économie circulaire »

Il est proposé de participer, pour atteindre les objectifs du PRPGD et de la SREC :

- en **investissement**, au financement de **5 opérations** pour un montant de **494 579 €** d'autorisations de programme, réparties comme suit :
 - 2 opérations pour réduire le gaspillage alimentaire et valoriser les déchets verts ;
 - 1 opération pour le tri et démantèlement de batteries de véhicules électriques en vue de leur recyclage ;
 - 2 opérations pour développer le reconditionnement, le réemploi et la réparation (matériels informatiques, cagettes et parquets, ...).
- en **fonctionnement**, au financement de **2 opérations** pour un montant de **70 000 €** d'autorisations d'engagement, dont une pour accélérer le développement de solutions circulaires pour le bâtiment en Île-de-France et une pour renforcer de l'offre de réemploi solidaire pour les franciliens en particulier en grande couronne.

3. Affectation de subventions pour une Île-de-France propre

Pour lutter contre les dépôts sauvages, il est proposé de participer :

- en **investissement**, au financement de **4 opérations** de lutte contre les dépôts sauvages pour un montant de **64 078 €** d'autorisations de programme dont une sur des terres agricoles ;
- en **fonctionnement**, au financement de **3 opérations** de résorption des dépôts sauvages dont deux sur des terres agricoles pour un montant de **11 360 €** d'autorisations d'engagement.

4. Affectation pour des études environnementales et des évènements en lien avec la transition écologique

Il est proposé d'affecter **102 000 €** d'autorisations d'engagement pour des études et des événements sur la transition écologique, notamment pour le plan régional de prévention et gestion des déchets et la politique régionale de lutte contre les dépôts sauvages.

5. Réaffectations

À la suite d'erreurs matérielles, non imputables aux bénéficiaires, il convient d'affecter le solde des **2 opérations** suivantes :

- **Réseau Vrac et Réemploi** (anciennement Réseau Consigne et Réemploi) correspondant à la subvention n° EX062495 attribuée initialement par délibération n° CP 2022-084 du 23 mars 2022 pour un montant de **24 500 €** ;
- **Commune du Plessis-Gassot** correspondant à la subvention n° EX052714 attribuée initialement par délibération n° CP 2020-459 du 15 octobre 2020 pour un montant de **8 694 €**.

6. Désaffectation

Il est proposé de désaffecter le montant précédemment engagé par délibération n° CP 2025-128

du 19 juin 2025, soit 24 364 € d'autorisations de programme.

Le contexte budgétaire ne permet plus au Centre Communal d'Action Sociale de développer le projet de portage à domicile de repas zéro plastique à Clayes-sous-Bois (78) tel qu'il avait été initialement envisagé (dossier EX091799).

7. Avenant de transfert au titre du budget participatif écologique (BPE)

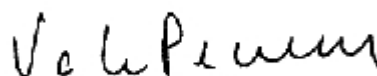
Il est proposé de procéder au transfert de la subvention n° EX094687 d'un montant de 7 000 € affectés initialement par délibération n° CP 2025-269 du 25 septembre 2025 à l'association STADE FRANCAIS (tiers n° R30234) au nouveau bénéficiaire l'association STADE FRANCAIS PARIS (tiers n° EXM11316).

8. Transferts

Il convient de transférer un montant d'autorisations de programme de 1 495 328 € depuis le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 74 « Politique de l'air », programme HP 74-002 (74002) « Qualité de l'air, bruit et santé environnementale », action 17400201 « Qualité de l'air, bruit et santé environnementale », vers le code fonctionnel 7213 « Tri, valorisation et traitement des déchets » du même chapitre, programme HP 7213-002 (72002) « Economie circulaire, fonds propreté et déchets », action 17200204 « Économie circulaire, Fonds propreté et déchets », du budget 2025.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSÉ

PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 20 NOVEMBRE 2025

POLITIQUE RÉGIONALE ÉCONOMIE CIRCULAIRE ET DÉCHETS - 4ÈMES AFFECTATIONS 2025

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission européenne du 17 juin 2014 publié au JOUE L 187 le 26 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité et modifié par le règlement 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE L 156 du 20 juin 2017 et par le règlement 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE L 215 du 7 juillet 2020 et par le règlement 2023/1315 du 23 juin 2023 publié au JOUE L167/1 du 30 juin 2023 ;

VU le règlement (UE) 2023/2831 de la Commission européenne du 13 décembre 2023 publié au JOUE L du 15 décembre 2023 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis ;

VU le régime cadre exempté n° SA.111726, relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2024-2026, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017, 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020, 2021/1237 du 23 juillet 2021 publié au JOUE du 29 juillet 2021 et 2023/1315 du 23 juin 2023 publié au JOUE du 30 juin 2023 rectifié au JOUE du 31 août 2023 ;

VU le code de l'environnement ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU la loi du n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 133 ;

VU la délibération n° CR 108-13 du 21 novembre 2013 portant sur le cadre régional d'intervention relatif au soutien des structures dans le secteur de l'environnement ;

VU la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 modifiée relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;

VU la délibération n° CR 127-16 du 7 juillet 2016 modifiée portant approbation du dispositif « Région Île-de-France propre » et à la mise en œuvre du fonds propre ;

VU la délibération n° CR 174-16 du 22 septembre 2016 relative aux engagements de la région vers un objectif « zéro déchet » en Île-de-France ;

VU la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

VU la délibération n° CP 2018-534 du 21 novembre 2018 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets 6^{ème} rapport pour 2018 ;

VU la délibération n° CP 2019-043 du 24 janvier 2019 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets 1^{er} rapport pour 2019 ;

VU la délibération n° CP 2019-500 du 20 novembre 2019 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets : 6^{èmes} affectations pour 2019 ;

VU la délibération n° CR 2019-053 du 21 novembre 2019 portant approbation du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets d'Île-de-France et de son rapport environnemental associé ;

VU la délibération n° CP 2020-167 du 1^{er} juillet 2020 relative à la Politique régionale économie circulaire et déchets : 4^{èmes} affectations pour 2020 ;

VU la délibération n° CR 2020-040 du 24 septembre 2020 portant approbation de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC) ;

VU la délibération n° CR 2020-459 du 15 octobre 2020 relative au budget participatif écologique et solidaire – 1^{ère} session ;

VU la délibération n° CP 2021-198 du 1^{er} avril 2021 relative à la suite de la mise en œuvre des propositions issues de la COP pour l'aménagement durable et l'environnement ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations d'attribution du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

VU la délibération n° CP 2021-367 du 22 septembre 2021 portant intégration d'une signalétique régionale ;

VU la délibération n° CP 2022-084 du 23 mars 2022 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets – 2^{ème} affectation ;

VU la délibération n° CP 2022-244 du 7 juillet 2022 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets - 4^{èmes} affectation 2022 ;

VU la délibération n° CP 2022-386 du 10 novembre 2022 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets - dernières affectations 2022 ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-004 du 25 janvier 2023 relative à la politique régionale économie circulaire et déchets - premières affectations 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-155 du 1^{er} juin 2023 relative aux diverses dispositions en matière de communication institutionnelle - 2^{ème} rapport 2023 adoptant la charte de visibilité ;

VU la délibération n° CP 2023-161 du 1^{er} juin 2023 relative aux politiques régionales climat-air - énergie, économie circulaire et BPE troisièmes affectations 2023 ;

VU la délibération n° CP 2023-181 du 5 juillet 2023 relative à la politique régionale économique circulaire et déchets - quatrièmes affectations 2023 ;

VU la délibération n° CP 2025-128 du 19 juin 2025 relative à la politique régionale économique circulaire et déchets – 2^{èmes} affectations 2025 ;

VU la délibération n° CP 2024-269 du 25 septembre 2025 relative au budget participatif écologique et solidaire - 7^{ème} édition ;

VU le budget de la Région Île-de-France pour l'année 2025 ;

VU l'avis de la commission de l'environnement ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-295 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **zéro déchet et économie circulaire** » et dans le cadre de l'**Appel à projets « Île-de-France BTP Circulaire »** au financement de **24 opérations** détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 1 à la présente délibération, par l'attribution de subventions en investissement d'un montant total prévisionnel maximum de **3 154 886 €**.

Subordonne le versement des subventions supérieures à 23 000 € à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2024-175 du 30 mai 2024 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **3 154 886 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 7213 « Tri, valorisation et traitement des déchets », programme HP 7213-002 « Économie circulaire, fonds propreté et déchets », action 17200204 « Économie circulaire, Fonds propreté et déchets », du budget 2025.

Article 2 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Zéro déchet et économie circulaire** », au financement de **5 opérations** détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions en investissement d'un montant total prévisionnel maximum de **494 579 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature, avec chaque bénéficiaire, de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération n° CP 2024-175 du 30 mai 2024 susvisée modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte, un montant d'autorisations de programme de **494 579 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 7213 « Tri, valorisation et traitement des déchets », programme HP 7213-002 « Économie circulaire, fonds propreté et déchets », action 17200204 « Économie circulaire, Fonds propreté et déchets », du budget 2025.

Article 3 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **zéro déchet et économie circulaire** », au financement de **2 opérations** détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 2 à la présente délibération, par l'attribution de subventions en fonctionnement d'un montant total prévisionnel maximum de **70 000 €**.

Subordonne le versement des subventions supérieures à 23 000 € à la signature de conventions conformes à la convention-type approuvée par délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 susvisée modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations d'engagement de **70 000 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 7213 « Tri, valorisation et traitement des déchets », programme HP 7213-002 (172002) « Economie circulaire, Fonds propreté et déchets », action 17200203 « Economie circulaire, Fonds propreté et déchets », du budget 2025.

Article 4 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Fonds propreté** », au financement de **4 opérations** détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 3 à la présente délibération, par l'attribution de subventions en investissement d'un montant total prévisionnel maximum de **64 078 €**.

Subordonne le versement des subventions supérieures à 23 000 € à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 susvisée modifiée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte un montant d'autorisations de programme de **64 078 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 7213 « Tri, valorisation et traitement des déchets », programme HP 7213-002 « Économie circulaire, fonds propreté et déchets », action 17200204 « Économie circulaire, Fonds propreté et déchets », du budget 2025.

Article 5 :

Décide de participer, au titre du dispositif « **Fonds propreté** », au financement de **3 opérations** détaillées dans les fiches projets figurant en annexe 3 à la présente délibération, par l'attribution de subventions en fonctionnement d'un montant total prévisionnel maximum de **11 360 €**.

Subordonne le versement des subventions supérieures à 23 000 € à la signature de conventions conformes à la convention type approuvée par délibération n° CP 2021-437 du 19 novembre 2021 susvisée modifiée et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte, un montant d'autorisations d'engagement de **11 360 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 7213 « Tri, valorisation et traitement des déchets », programme HP 7213-002 « Economie circulaire, fonds propreté et déchets », action 17200203 « Economie circulaire, fonds propreté et déchets », du budget 2025.

Article 6 :

Affecte un montant d'autorisations d'engagement de **102 000 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 7213 « Tri, valorisation et traitement des déchets », programme HP 7213-002 « Economie circulaire, fonds propreté et déchets », action 17200203 « Economie circulaire, fonds propreté et déchets », du budget 2025, pour **des études environnementales et des événements en lien avec la transition écologique**.

Article 7 :

Décide d'affecter le montant de la subvention attribuée au Réseau Vrac, d'un montant de **24 500 €**.

Cette opération est détaillée dans la fiche-projet modifiée n° EX062495 telle qu'elle figure en annexe 4 à la présente délibération.

Affecte, un montant d'autorisations d'engagement de **24 500 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 7213 « Tri, valorisation et traitement des déchets », programme HP 7213-002 « Économie circulaire, fonds propreté et déchets », action 17200204 « Économie circulaire, Fonds propreté et déchets », du budget 2025.

Article 8 :

Décide d'affecter le montant de la subvention attribuée à la commune du Plessis Gassot, d'un montant de **8 694 €**.

Cette opération est détaillée dans la fiche-projet modifiée n° EX052714 telle qu'elle figure en annexe 4 à la présente délibération.

Affecte, un montant d'autorisations de programme de **8 694 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 7213 « Tri, valorisation et traitement des déchets », programme HP 7213-002 « Économie circulaire, fonds propreté et déchets », action 17200204 « Économie circulaire, Fonds propreté et déchets », du budget 2025.

Article 9 :

Désaffecte la subvention n° EX091799 attribuée au Centre Communal d'Action Sociale par délibération n° CP 2025-128 du 19 juin 2025 susvisée d'un montant de 24 364 €, intervenant sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 7213 « Tri, valorisation et traitement des déchets », programme HP 7213-002 « Économie circulaire, fonds propreté et déchets », action 17200204 « Économie circulaire, Fonds propreté et déchets », du budget 2025.

Article 10 :

Décide de transférer à l'association STADE FRANCAIS PARIS, la subvention n° EX094687 attribuée antérieurement à l'association STADE FRANCAIS par délibération n° CP 2025-269 du 25 septembre 2025 d'un montant de 7 000 €.

Article 11 :

Autorise la prise en compte des dépenses éligibles à l'attribution des subventions à compter des dates prévisionnelles de démarrage indiquées dans les fiches projets en annexe à la délibération, par dérogation à l'article 17, alinéa 3 du règlement budgétaire et financier susvisé.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXES À LA DÉLIBÉRATION

Annexe 1 : Fiches projets AAP Île-de-France BTP circulaire

DOSSIER N° EX097363 - Appel à projets « Île-de-France BTP circulaire » - Réemploi innovant dans la construction de 83 logements neufs à Thorigny-sur-Marne (77)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	468 152,32 € HT	30,00 %	140 445,00 €
Montant total de la subvention			140 445,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : 3F SEINE ET MARNE

Adresse administrative : 32 COURS DU DANUBE
77700 SERRIS

Statut Juridique : Société Anonyme

Représentant : Monsieur Edouard ROZENBAUM, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 30 mars 2028

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Société du groupe 3F, bailleur social majeur en France, 3F Seine-et-Marne gère, entretient, rénove et développe un parc de 10 217 logements sociaux et commerces dans 70 communes de Seine-et-Marne.

3F Seine-et-Marne souhaite construire 83 logements collectifs et individuels à Thorigny-sur-Marne sur le site des anciens laboratoires Cofane, dont environ 7000 m² de bâtiments sont voués à la démolition. Cette opération entend intégrer pleinement les principes de réemploi des matériaux de construction tant in situ qu'ex situ. Les actions prévues incluent :

- une analyse fine des matériaux à réemployer, en particulier des structures métalliques ;
- la définition et un accompagnement opérationnel du réemploi avec la maîtrise d'ouvrage et la maîtrise d'œuvre.

Les objectifs d'intégration de matériaux issus du réemploi concernent la construction neuve et les travaux d'aménagement extérieurs (fourniture de matériaux issus de la filière réemploi, réutilisation ou recyclage).

Ainsi, il est prévu que soient réemployés :

- in situ : une structure métallique de l'ancien bâtiment, les radiateurs, des gardes corps et des escaliers ;
- ex-situ : les matériaux non réemployés sur site feront l'objet d'une publication des inventaires et d'une recherche de repreneurs via une plateforme numérique, avec un objectif de réemploi ex-situ de 20 % en masse des matériaux identifiés dans le diagnostic.

Le projet permettra d'éviter une quantité de déchets de 850 tonnes, et de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 100 tonnes équivalent CO₂.

Le chantier fera l'objet d'une valorisation pédagogique et de retours d'expérience, pour générer un effet d'entraînement pour les collectivités locales souhaitant initier ou renforcer une dynamique circulaire sur leur territoire.

La Région apporte son soutien financier aux surcoûts liés à la mise en œuvre du réemploi ainsi qu'à l'assistance à maîtrise d'ouvrage spécialisée qui accompagne l'opération.

Ce projet est lauréat de l'appel à projets Île-de-France BTP circulaire inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire (SREC) et répond aux objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers du projet pour assurer le suivi de la mise en œuvre et de son développement ;
- assurer la visibilité de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication, inviter la Région au lancement de l'opération et à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération : tonnage de matériaux réemployés, tonnes de CO₂ évitées, tonnage de ressources et déchets évités, ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure III. Mettre l'économie circulaire au cœur de l'aménagement et des chantiers franciliens- AAP Île-de-France BTP circulaire : 30 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec plafond de 200 000 €.

Localisation géographique :

- THORIGNY-SUR-MARNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Surcoûts travaux liés au réemploi	410 152,32	87,61%
AMO réemploi et déchets	58 000,00	12,39%
Total	468 152,32	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	140 445,00	30,00%
Subvention Direction départementale des Territoires (DDT)	1 760,00	0,38%
Fonds propres	325 947,32	69,62%
Total	468 152,32	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX097354 - Appel à projets « Île-de-France BTP circulaire » – LA SYGRIE : Intégration du réemploi dans la construction de l'école du développement durable et d'une ressourcerie à Chatenay-Malabry (92)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2041511-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	55 400,00 € HT	30,00 %	16 620,00 €
Montant total de la subvention			16 620,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : VALLEE SUD GRAND PARIS
Adresse administrative : PLACE DE L'HOTEL DE VILLE
92160 ANTONY
Statut Juridique : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple
Représentant : Monsieur Carl SEGAUD, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 janvier 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le démarrage des travaux de construction du bâtiment de l'école du Développement Durable et de la Ressourcerie débute dès le mois de septembre 2025.

Description :

Le Territoire Vallée Sud - Grand Paris s'engage en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique à travers son PCAET (Plan Climat-Air-Energie Territorial). L'un des projets phares du PCAET vise à réaliser un « démonstrateur écologique territorial » des politiques menées dans le domaine de l'économie circulaire, de la préservation de la biodiversité, de la renaturation et des énergies non carbonées. Situé sur la commune de Châtenay-Malabry, ce projet de démonstrateur participe à la réhabilitation d'une friche qui accueillera la construction d'un bâtiment. Ce projet « de La SYGRIE » porte ainsi des objectifs poussés en matière de transition écologique dans l'aménagement du bâtiment et de ses espaces extérieurs : utilisation de matériaux biosourcés, locaux ou issus de l'économie circulaire, production d'énergies renouvelables, végétalisation du site, accessibilité en mobilité douce...

Il rassemblera :

- une école de développement durable - destinée à la pédagogie et à la sensibilisation des publics aux enjeux de développement durable et de transition écologique ;
- une ressourcerie dédiée au réemploi, à la sensibilisation et à l'animation d'un réseau d'acteurs territoriaux.

Les objectifs en matière de réemploi fixés par le territoire sont d'avoir recours à 2 matériaux minimum issus du réemploi qui représenteraient 9 tonnes de ressources et déchets évités.

Avec ce projet, l'EPT Vallée Sud Grand Paris souhaite un site s'adressant à une grande diversité de publics (scolaires, grand public, acteurs associatifs, professionnels...), qui trouveront chacun un espace d'apprentissage et de pratique autour de la transition écologique.

La Région apporte son soutien financier pour l'utilisation de matériaux issus du réemploi dans la construction du bâtiment de l'école du Développement Durable et de la Ressourcerie du Démonstrateur écologique territorial.

Ce projet est lauréat de l'appel à projets Île-de-France BTP circulaire inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire (SREC) et répond aux objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers du projet pour assurer le suivi de la mise en œuvre et de son développement ;
- assurer la visibilité de la Région, la mentionner comme partenaire, mentionner le financement dans le journal de l'agglo, apposer son logo sur tous les documents de communication, inviter la Région à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération : tonnage de produits, équipements ou matériaux faisant l'objet de réemploi ou de réutilisation sur le territoire, Tonnage de matériaux recyclés produits sur le territoire, ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC) pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure III. Mettre l'économie circulaire au cœur de l'aménagement et des chantiers franciliens - AAP Île-de-France BTP circulaire : 30 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec plafond de 200 000 €.

Localisation géographique :

- CHATENAY-MALABRY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Surcoût relatif à la mise en œuvre de matériaux issus du réemploi	55 400,00	100,00%
Total	55 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	16 620,00	30,00%
Fonds propres	38 780,00	70,00%
Total	55 400,00	100,00%

DOSSIER N° EX096954 - Appel à projets « Île-de-France BTP circulaire » - Réemploi de la charpente de la halle du marché couvert de Drancy (93)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2041411-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	332 640,00 € HT	30,00 %	99 792,00 €
Montant total de la subvention			99 792,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE DRANCY

Adresse administrative : PLACE DE L HOTEL DE VILLE
93700 DRANCY

Statut Juridique : Commune

Représentant : Madame AUDE LAGARDE, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 janvier 2027

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Drancy, située en Seine-Saint-Denis (93), compte 71 312 habitants. Dans son rôle de maîtrise d'ouvrage, la commune de Drancy souhaite réemployer la charpente métallique et la toile de couverture d'une halle de marché couvert temporaire. Le démontage de cette halle de marché est prévu pour 2025.

Un diagnostic de ré-employabilité de la charpente a relevé un très fort potentiel : la charpente est entièrement démontable et réutilisable pour le terrain du club de Pétanque de la Commune (300 licenciés), qui se situe à environ 4 km du site source. Aussi, il est envisagé un réemploi de la charpente métallique complète mais aussi de la toile de couverture sur le site de destination, ainsi qu'un réemploi ex situ des équipements d'aménagement, notamment des lots techniques (luminaires, gaines de ventilation, climatiseur) et d'agencement (structures temporaires du marché).

Les objectifs globaux de réemploi sont donc les suivants :

- sur le site de destination : 70 % de la masse totale réemployable correspondant à la charpente et à la toile tendue ;
- ex situ : 20 % de la masse totale correspondant aux équipements électriques, aux menuiseries intérieures et au bardage.

Les 10 % restants correspondent à des équipements non réemployables à date. Ils seront orientés en priorité vers les filières de recyclage les plus efficaces.

Ce projet a pour objectif d'être un projet démonstrateur du réemploi en raison du caractère complexe du réemploi d'une charpente.

Il permettra d'éviter la production de 76 tonnes de déchets, et de réduire les émissions de gaz à effet de serre de ce projet de 186 tonnes équivalent CO₂.

La Région apporte son soutien financier aux travaux de dépose, au transport, au reconditionnement et à la remise en œuvre nécessaire au réemploi de la charpente métallique, de la toile tendue, et des autres éléments remployables identifiés. Elle apporte également son soutien financier à l'accompagnement en phase travaux et bilan par une assistance à maîtrise d'ouvrage ainsi qu'aux études réemploi menées par la maîtrise d'œuvre.

Ce projet est lauréat de l'appel à projets Île-de-France BTP circulaire inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire (SREC) et répond aux objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers du projet pour assurer le suivi de la mise en œuvre et de son développement ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, mentionner le financement dans le journal de la ville et le blog de Cycle Up, apposer son logo sur tous les documents de communication, inviter la Région à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération : quantité de ressources et déchets évités, quantité de CO₂eq. évitées, tonnage de produits, équipements ou matériaux issus du réemploi ou de la réutilisation, nombre de flux de déchets sur le chantier, taux de valorisation matière des déchets, ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC) pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure III. Mettre l'économie circulaire au cœur de l'aménagement et des chantiers franciliens - AAP Île-de-France BTP circulaire : 30 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec plafond de 200 000 €.

Localisation géographique :

- DRANCY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux dédiés à la mise en œuvre du réemploi	290 000,00	87,18%
AMO réemploi et MOE	42 640,00	12,82%
Total	332 640,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	99 792,00	30,00%
Fonds propres	232 848,00	70,00%
Total	332 640,00	100,00%

DOSSIER N° EX097800 - Appel à projets « Île-de-France BTP circulaire » - Expérimentation de réemploi de murs béton en pavés à Romainville (93)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-204181-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	967 185,00 € HT	10,00 %	96 718,00 €
Montant total de la subvention			96 718,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SPL ENSEMBLE

Adresse administrative : 28 RUE HOCHÉ
93500 PANTIN

Statut Juridique : Société Anonyme

Représentant : Monsieur DOMINIQUE GIVOIS, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 décembre 2027

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La Société Publique Locale d'aménagement (SPL) Ensemble a été créée en 2018 pour accompagner opérationnellement l'EPT Est Ensemble dans l'exercice de ses compétences d'aménagement, de renouvellement urbain de maîtrise d'ouvrage lors d'opérations de construction et de gestion urbaine sur son territoire. Elle est notamment l'aménageur du Projet de Renouvellement Urbain du quartier Youri Gagarine à Romainville.

Le projet consiste à expérimenter le réemploi de béton par la transformation des murs de refends (murs porteurs intérieurs) issus de la déconstruction d'un bâtiment du quartier Gagarine en pavés en béton de réemploi pour l'aménagement des futurs espaces publics du périmètre. Après une déconstruction soignée du bâtiment par le bailleur Seine Saint Denis Habitat incluant la découpe primaire des murs (première phase financée par la Région en 2021) et l'élaboration d'un prototypage par Est Ensemble, la SPL Ensemble a repris la maîtrise d'ouvrage du procédé de transformation de cette ressource et en assurera le déroulé selon 3 phases distinctes :

- sciage : installation d'un atelier de sciage, sciage des murs béton en pavés de réemploi selon le prototypage, et recherche de valorisation de la ressource non exploitable en pavés ;
- finition : installation d'un atelier de traitement, traitement de finition des pavés béton de réemploi selon le protocole préétabli, conditionnement en palette et réacheminement des pavés sur site ;
- pose dans les futurs espaces publics du quartier rénové.

Les murs de refends présentent une structure homogène très résistante à la découpe et peu ferrailée. Il a été établi une méthodologie de production innovante de pavés de réemploi en partant de cette ressource particulière, qui devra permettre grâce à un retour d'expérience, d'envisager la possible répliquabilité du projet pour d'autres opérations, le béton étant un matériau prédominant des déconstructions. Cette expérimentation contribue ainsi à l'objectif du PRPGD de favoriser le développement d'une nouvelle filière de matières premières secondaires issues du réemploi en testant le réemploi matière du béton plutôt que son recyclage en remblais.

Ce projet permettra de réemployer 750 m² de murs de refend en béton, soit 44 000 pavés représentant 10% des sols des espaces publics du quartier, et entraînera une réduction des émissions GES de 89 %.

La Région apporte son soutien financier aux travaux de sciage et finition des pavés, aux surcoûts liés au réemploi in-situ, ainsi qu'à la prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage dédiée au réemploi.

Ce projet est lauréat de l'appel à projets Île-de-France BTP circulaire inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire (SREC) et répond aux objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers du projet pour assurer le suivi de la mise en œuvre et de son développement ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, mentionner le financement et apposer son logo sur tous les documents de communication, inviter la Région à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération : quantité de ressources et déchets évités, quantité de CO₂eq. évitées, tonnage de produits, équipements ou matériaux issus du réemploi ou de la réutilisation, nombre de flux de déchets sur le chantier, taux de valorisation matière des déchets, ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC) pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure III. Mettre l'économie circulaire au cœur de l'aménagement et des chantiers franciliens AAP Île-de-France BTP circulaire : 30 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec plafond de 200 000 €.

Localisation géographique :

- ROMAINVILLE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Sciage et finition des pavés	752 340,00	77,79%	Région Île-de-France	96 718,00	10,00%
Pose des pavés	66 350,00	6,86%	ANRU	628 670,00	65,00%
AMO réemploi	148 495,00	15,35%	Fonds propres	241 797,00	25,00%
Total	967 185,00	100,00%	Total	967 185,00	100,00%

DOSSIER N° EX096296 - Appel à projets « Île-de-France BTP circulaire » – Opération de réemploi innovante dans le cadre de la reconversion de l'ancien Hôpital Adélaïde HAUTVAL en logements et équipements publics à Villiers

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20415341-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	357 000,00 € HT	30,00 %	107 100,00 €
Montant total de la subvention			107 100,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GRAND PARIS AMENAGEMENT

Adresse administrative : 11 RUE DE CAMBRAI
75019 PARIS

Statut Juridique : Etablissement Public National à Caractère Industriel ou Commercial

Représentant : Monsieur Stephane DE FAY, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 décembre 2030

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Grand Paris Aménagement (GPA) est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC) créé en 1962 œuvrant sur l'ensemble de l'Île-de-France (hors Paris intra-muros). Il intervient dans quatre grands domaines : études et montage d'opérations, ingénierie foncière et immobilière, aménagement urbain, et construction d'équipements publics.

GPA a la charge de l'opération de reconversion de l'ancien hôpital Adélaïde Hautval à Villiers-le-Bel (95) en logements et équipements publics. La programmation comprend environ 400 logements collectifs et individuels, un groupe scolaire, une petite polarité commerciale, de l'activité et des aménagements paysagers. Dans le cadre de ce projet GPA souhaite réemployer au maximum le gros et second œuvre existant dans le cadre de la 2^e phase de déconstruction qui est programmée en 2026.

Avec l'appui de sa maîtrise d'œuvre, GPA souhaite missionner une AMO spécialisée dans le domaine du réemploi pour expérimenter dans cette 2^e phase, l'association entre une entreprise de démolition et un acteur local de la dépose sélective. Il s'agit de maximiser :

- le réemploi de petits matériaux à destination de clients particuliers très présents et au plus proche du chantier (le tissu pavillonnaire est très développé au côté de l'ancien hôpital Adélaïde) ;
- le démontage et le reconditionnement de matériaux à fort potentiel de réemploi.

GPA a fixé comme objectif de réemployer 30 tonnes de matériaux soit 90 % de la masse totale des petits équipements et matériaux identifiés lors du diagnostic produit, équipements, matériaux et déchets (PEMD). La stratégie proposée est :

- la mise en place d'une pesée à l'entrée et à la sortie de chaque camion, pour monitorer une traçabilité fine des flux de l'opération d'aménagement ;
- l'aménagement d'un espace de reconditionnement In Situ et d'un stockage sécurisé afin de faciliter la reprise et de garantir la qualité des matériaux.
- la réalisation des travaux liés aux micros-filières internes au chantier sur la réutilisation (mobiliers urbains à partir des matériaux de l'hôpital) et du réemploi (appareillages d'adduction, coupure, évacuation...);
- la priorité donnée au soutien de l'emploi en insertion par le biais d'une entreprise d'insertion spécialisée dans le reconditionnement de matériaux.

La Région apporte son soutien financier à l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les travaux et les aménagements nécessaires pour atteindre les objectifs de réemploi fixés dans le cadre de l'opération.

Ce projet est lauréat de l'appel à projets Île-de-France BTP circulaire inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire (SREC) et répond aux objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication, à l'entrée du site et sur les espaces d'accueil des entreprises et usagers, inviter la Région au lancement de l'opération et à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération : tonnage de produits, équipements ou matériaux issus du réemploi ou de la réutilisation, quantité de ressources et déchets évités, quantité de CO₂eq. évitées, ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure III. Mettre l'économie circulaire au cœur de l'aménagement et des chantiers franciliens AAP Île-de-France BTP circulaire : 30 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec plafond de 200 000 €.

Localisation géographique :

- VILLIERS-LE-BEL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
AMO réemploi	85 000,00	23,81%
Travaux dédiés au réemploi et Aménagements des espaces réemploi/ reconditionnement	272 000,00	76,19%
Total	357 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	107 100,00	30,00%
Fonds vert (DRIEAT)	178 500,00	50,00%
Fonds propres	71 400,00	20,00%
Total	357 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX096738 - Appel à projets « Île-de-France BTP circulaire » - Accompagnement opérationnel pour intégrer l'économie circulaire dans les chantiers de rénovation du parc de logements de CDC Habitat social (IDF)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	103 500,00 € TTC	30,00 %	31 050,00 €
Montant total de la subvention			31 050,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CDC HABITAT SOCIAL
Adresse administrative : 33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE
75013 PARIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Madame AUDE DEBREIL, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 décembre 2027

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

CDC Habitat Île-de-France gère un parc de près de 145 000 logements en Île-de-France, dont plus de 100 000 logements sociaux. Le bailleur va réhabiliter 3000 logements par an sur les 3 prochaines années, et intervenir dans 8 projets de renouvellement urbain prévoyant plus de 900 démolitions. Le bailleur intervient également en maîtrise d'ouvrage directe de 1 000 logements en construction neuve chaque année.

Depuis 2023, CDC Habitat social s'est engagé dans la définition d'une stratégie axée sur la valorisation des déchets générés par ses chantiers (en priorisant les filières de réemploi) et sur l'approvisionnement en matériaux circulaires issus des filières locales matures. A ce jour, le bailleur a mené des expérimentations sur quelques chantiers (démolition de résidences à Pierrefitte, réhabilitation d'une résidence à Sarcelles). CDC souhaite aller vers une généralisation par la mise en œuvre des pratiques circulaires à l'échelle de son parc. Cette nouvelle étape nécessite un accompagnement opérationnel par une AMO spécialisée pour les chantiers.

Il s'agit de mobiliser et d'accompagner les opérationnels en maîtrise d'ouvrage et de définir les investissements nécessaires à la mise en œuvre :

- du réemploi et du recyclage dans les opérations (dépose soignée, stockage, reconditionnement des matériaux) en ciblant les filières stratégiques : réemploi des sanitaires, des pièces d'ascenseurs, des menuiseries, des garde-corps et des marches en granit mais aussi le recyclage du béton et des menuiseries ;
- d'un tri à la source poussé sur les chantiers pour envoi en filière REP PMCB (produits et matériaux de construction du bâtiment) ;
- de pratiques circulaires dans les activités de maintenance : dépose soignée des chaudières collectives lors de raccordement à des réseaux de chaleur, réemploi d'équipements de sécurité incendie, de chaudières individuelles, de sanitaires, d'ascenseurs et d'équipements électriques).

En complémentarité, des scénarios de gestion des encombrants seront définis et expérimentés afin d'optimiser cette gestion sur l'ensemble du parc.

L'objectif est de réemployer 3 150 sanitaires sur 3 ans, et de recycler 64 500 tonnes de béton et de menuiseries, ce qui équivaut à éviter l'émission de 1 156,5 tonnes de CO₂eq

La Région apporte son soutien financier à l'accompagnement opérationnel de CDC Habitat social pour définir les investissements et assurer la généralisation de l'économie circulaire sur ses chantiers, en structurant des partenariats avec les acteurs des filières.

Ce projet est lauréat de l'appel à projets Île-de-France BTP circulaire inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire (SREC) et répond aux objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication, à l'entrée du site et sur les espaces d'accueil des entreprises et usagers, inviter la Région au lancement de l'opération et à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération : tonnage de produits, équipements ou matériaux issus du réemploi ou de la réutilisation, tonnage de matériaux recyclés produits, quantité de ressources et déchets évités, quantité de CO₂eq. évitées, ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure III. Mettre l'économie circulaire au cœur de l'aménagement et des chantiers franciliens – AAP Île-de-France BTP circulaire : 30 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec plafond de 200 000 €.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
AMO économie circulaire et déchets (BTP et encombrants)	103 500,00	100,00%
Total	103 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	31 050,00	30,00%
Fonds propres	72 450,00	70,00%
Total	103 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX097337 - Appel à projets « Île-de-France BTP circulaire » – Economie circulaire du BTP au service du renouvellement urbain – CA Val d'Yerres Val de Seine (91)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2041511-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	750 000,00 € HT	21,33 %	160 000,00 €
Montant total de la subvention			160 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CA VAL D'YERRES VAL DE SEINE

Adresse administrative : 78 ROUTE NATIONALE 6
91800 BRUNOY

Statut Juridique : Communauté d'Agglomération

Représentant : Monsieur FRANCOIS DUROVRAY, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 janvier 2029

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Dès 2022, la communauté d'agglomération Val d'Yerres Val de Seine a approuvé son Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET). Celui-ci vise à impulser des pratiques d'économie circulaire, d'adapter le territoire au changement climatique, d'améliorer la performance énergétique du bâti sans oublier le déploiement de la logistique durable des matériaux.

En 2024, le territoire a lancé un programme d'aménagement à l'échelle de 4 quartiers de NPNRU (Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain) avec 600 logements qui seront démolis, 670 à construire et 1 400 en réhabilitations lourdes, auxquels s'ajoutent les équipements et l'espace public. En tant que maître d'ouvrage, la CA fera une expérimentation sur ses bâtiments communautaires : la piscine Pierre Bonningue qui va être réhabilitée à Epinay-sur-Seine fera l'objet de déposes soignées et le futur équipement culturel à la Croix Blanche à Vigneux-sur-Seine utilisera des matériaux de réemploi. Ces deux équipements seront chacun emblématiques de leurs quartiers, en renouvellement urbain.

Afin d'expérimenter l'économie circulaire dans ses futurs projets d'aménagement, un diagnostic des flux (quantité / flux) a été réalisé afin de cibler les matériaux et les filières à enjeux. Cette étude a permis d'établir une feuille de route qui sera proposée au vote à l'automne 2025 et qui regroupe les parties prenantes du projet (agglomération, aménageurs et bailleurs sociaux). Elle fixe des objectifs communs pour que les programmes de renouvellement urbain soient exclusivement en démolition-reconstruction, en reconversion ou en réhabilitation-densification :

- 100 % de la terre végétale (16 000 t) et 50 % de la grave routière (17 000 t) à sourcer dans les opérations ;
- 90 % des terres excavées (27 000 t) à utiliser pour le modelé et la surface des aménagements paysagers.

Pour mettre en œuvre ces objectifs, le territoire prévoit de :

- recourir à une AMO spécialisée pour le pilotage des travaux en intégrant l'optimisation foncière des chantiers, le stockage, la transformation sur site et le développement des synergies ;
- créer un espace de stockage mutualisé pour les matériaux et mettre à disposition un concasseur béton ;
- mettre en place et fournir aux MOA une solution de traçabilité et de gouvernance des données.

La Région apporte son soutien financier à l'AMO pour la mise en œuvre de l'économie circulaire dans les chantiers et aux investissements nécessaires pour le stockage, tri et réemploi.

Ce projet est lauréat de l'appel à projets Île-de-France BTP circulaire inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire (SREC) et répond aux objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers du projet pour assurer le suivi de la mise en œuvre et de son développement ;
- assurer la visibilité de la Région, la mentionner comme partenaire (notamment dans le journal de l'agglo), apposer son logo sur tous les documents de communication, inviter la Région à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération : Tonnage de produits, équipements ou matériaux faisant l'objet de réemploi ou de réutilisation sur le territoire, Tonnage de matériaux recyclés produits sur le territoire, ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et de la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure III. Mettre l'économie circulaire au cœur de l'aménagement et des chantiers franciliens AAP Île-de-France BTP circulaire : 30 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec plafond de 200 000 €.

Localisation géographique :

- BRUNOY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
AMO économie circulaire et déchets spécialisée	440 000,00	58,67%
Equipements (concasseur, éco tri, stockage)	310 000,00	41,33%
Total	750 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	160 000,00	21,33%
Fonds propres	590 000,00	78,67%
Total	750 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX097130 - Appel à projets « Île-de-France BTP circulaire » – Création d'une plateforme de réemploi des matériaux du second œuvre à Paris La Défense (92)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-204181-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	240 000,00 € HT	30,00 %	72 000,00 €
	Montant total de la subvention		72 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PLD PARIS LA DEFENSE

Adresse administrative : 110 ESPLANADE DU GENERAL DE GAULLE
92400 COURBEVOIE

Statut Juridique : Etablissement Public à Caractère Industriel et Commercial

Représentant : Monsieur Eric BERDOATI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2025 - 31 décembre 2027

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Nécessité d'obtenir les résultats d'études au plus tôt pour passer à la phase opérationnelle rapidement.

Description :

Paris La Défense est un établissement public local réunissant les compétences d'aménagement, d'exploitation, d'animation et de promotion du territoire. Paris La Défense est l'aménageur de deux opérations d'intérêt national : l'OIN de La Défense et de celui de Nanterre – La Garenne-Colombes. L'établissement est également gestionnaire de l'OIN de La Défense. Les projets immobiliers de restructuration et de construction sont nombreux sur ces territoires : ils concernent en général des bâtiments de bureaux ou de logements.

Partant du constat que le bilan des émissions de GES du territoire indique que près d'un tiers des émissions sont liées à la construction/rénovation/démolition, Paris La Défense a engagé depuis 3 ans une réflexion sur le développement du réemploi afin de diminuer l'empreinte carbone du territoire.

Les trois premières étapes ont été de :

- réaliser un diagnostic de métabolisme des flux de matières/déchets pour identifier les grandes masses de matériaux transitant par le territoire ;
- accompagner les opérations immobilières pour avoir une connaissance fine des besoins et de l'offre des projets immobiliers du territoire ;
- tester le réemploi sur les opérations de réaménagement des espaces publics.

Ces premières étapes ont confirmé la nécessité de réaliser une plateforme physique de réemploi sur le territoire. Ce projet se réalisera en deux phases :

- la réalisation d'une étude opérationnelle pour affiner d'une part l'offre de matériaux de réemploi et le besoin des opérations de réaménagement des espaces publics et d'autre part ajuster le dimensionnement de la plateforme et le foncier ;

- la réalisation de la plateforme physique de réemploi et des travaux nécessaires pour installer l'activité.
Les objectifs de réemploi et de quantité de CO₂ eq évitée font partie des livrables de l'étude de faisabilité.

La Région soutient l'étude opérationnelle et les investissements relatifs à la création de la plateforme de réemploi des matériaux et des déchets du BTP sur le territoire de Paris La Défense (92).

Ce projet est lauréat de l'appel à projets Île-de-France BTP circulaire inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire (SREC) et répond aux objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers du projet pour assurer le suivi de la mise en œuvre et de son développement ;
- assurer la visibilité de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication, inviter la Région à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération : tonnage de produits, équipements ou matériaux issus du réemploi ou de la réutilisation, quantité de ressources et déchets évités, quantité de CO₂eq. évitées, ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC) pour partager les retours d'expérience et les résultats ;

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure III. Mettre l'économie circulaire au cœur de l'aménagement et des chantiers franciliens - AAP Île-de-France BTP circulaire : taux maximum de 30% et plafond aide régionale de 200 000€.

Localisation géographique :

- COURBEVOIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etudes opérationnelles	80 000,00	33,33%
Travaux d'aménagement de la plateforme	160 000,00	66,67%
Total	240 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	72 000,00	30,00%
Fonds propres	168 000,00	70,00%
Total	240 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX097328 - Appel à projets « Île-de-France BTP circulaire » – Création d'un site de réemploi d'infrastructures modulaires de BTP à Chaumes-en-Brie (77)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	419 109,00 € HT	30,00 %	125 732,00 €
Montant total de la subvention			125 732,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CMS CONCEPT MODULE SERVICE

Adresse administrative : 839 CHEMIN DES MARNIERES
77610 LA HOUSSAYE EN BRIE

Statut Juridique : Société à Responsabilité Limitée

Représentant : Monsieur CLEMENT FERIAUD, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Nécessité d'aménager le site à partir du mois de septembre 2025 pour qu'il soit parfaitement opérationnel le plus rapidement possible.

Description :

Concept Module Service (CMS) est une petite entreprise de Seine-et-Marne créée en 2012, dont l'activité concerne l'installation et le démontage de base-vie (construction modulaire éphémère) de chantiers. Depuis 2016, CMS récupère les modules n'ayant plus d'usage pour les revaloriser, et assure, à ce jour, le réemploi d'environ 650 structures par an pour un équivalent de 10 000 m². CMS ne produit aucun module neuf, et propose une offre de location ou de vente de modules aussi bien au secteur privé, notamment les grandes entreprises, qu'aux acteurs publics (collectivités, écoles, hôpitaux). Un module réemployé coûte environ 30 à 40 % moins cher qu'un module neuf, et peut être réemployé à l'infini dès lors que les conditions d'installation sont respectées.

Un module est composé d'environ 1,5 tonnes de ferrailles et 0,5 tonnes de diverses matières (bois, plastique, aluminium, acier). L'activité de réemploi permet d'assurer jusqu'à 90 % de revalorisation des matériaux. Le bilan carbone d'un module étant principalement lié à la phase de construction et notamment à la production des parties métalliques, le réemploi permet de supprimer cette étape fortement émettrice. De plus CSM récupère tous ses modules en Île-de-France pour les réemployer à 100 % en Île-de-France, il s'agit d'une filière à 100 % francilienne dont la demande est croissante. Actuellement, les capacités de CSM sont saturées.

Ainsi, le projet consiste en un doublement des capacités de production, pour atteindre 1 400 modules réemployés par an. Pour ce faire, CSM a fait l'acquisition d'un nouveau terrain situé dans la commune de Chaumes-en-Brie, qui comprend un bâtiment à réhabiliter d'environ 7 000 m² ; il s'agit d'un ancien site d'imprimerie en arrêt depuis 15 ans. L'objectif de CSM est aussi de renforcer le système de suivi.

Le projet garantit le maintien des 37 emplois actuels, et permettra la création d'au moins 13 emplois d'ici à 2028.

La Région apporte son soutien financier à la réalisation des aménagements extérieurs et de l'aire de lavage, et à l'achat de matériels (grue et transpalette électrique).

Ce projet est lauréat de l'appel à projets Île-de-France BTP circulaire inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire (SREC) et répond aux objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers ;
- assurer la visibilité de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication, à l'entrée du site et sur les espaces d'accueil des entreprises et usagers, inviter la Région au lancement de l'opération et à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération : tonnage de produits, équipements ou matériaux préparés en vue de leur réemploi ou réutilisation, tonnage des déchets recyclés et triés, taux de valorisation des flux traités, quantité de CO₂eq. évitées, ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et la SREC pour partager les retours d'expériences et les résultats.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure III. Mettre l'économie circulaire au cœur de l'aménagement et des chantiers franciliens - AAP Île-de-France BTP circulaire : 30 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec plafond de 250 000 €.

Localisation géographique :

- CHAUMES-EN-BRIE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagements et aire de lavage	131 320,00	31,33%
Achat de matériels	287 789,00	68,67%
Total	419 109,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	125 732,00	30,00%
Fonds propres	293 377,00	70,00%
Total	419 109,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX096995 - Appel à projets « Île-de-France BTP circulaire » - Industrialisation d'un atelier de reconditionnement de sanitaires à Noisy-le-Sec (93)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	558 300,00 € HT	23,10 %	128 990,00 €
	Montant total de la subvention		128 990,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CYCLE UP

Adresse administrative : 4 RUE MARTEL
75010 PARIS

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur HUGO PAUL HENRI CHRISTIAN BONNET, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le nouveau local doit être aménagé avant la fin du bail précédent pour limiter l'interruption de production

Description :

Cycle Up, entreprise à mission labellisée « Entreprise solidaire d'utilité sociale » (ESUS), gère, depuis 2019, un atelier de reconditionnement d'équipements sanitaires à Noisy-le-Sec, qui a bénéficié d'une subvention régionale en 2023. Ce site a permis de structurer une filière régionale émergente de réemploi de céramique sanitaire (WC, lavabos, urinoirs, etc.), dans un contexte favorable à la proposition de solutions bas carbone dans le secteur du bâtiment.

Pour pouvoir traiter plus de volumes et face aux limites structurelles du site actuel, Cycle Up souhaite développer son activité sur un nouveau site plus adapté également situé à Noisy-le-Sec, avec l'objectif de regrouper production, stockage et logistique, dans une logique d'industrialisation et de massification du réemploi. Le nouvel atelier permettra un saut d'échelle indispensable pour améliorer la productivité, professionnaliser la ligne de production et renforcer la traçabilité des matériaux reconditionnés. Cette transition industrielle contribuera ainsi à structurer durablement un site pérenne du réemploi des sanitaires, en lien étroit avec les collectivités locales, les bailleurs sociaux, les entreprises du BTP et les acteurs de l'ESS.

Avec ce projet d'industrialisation, l'entreprise se fixe les objectifs suivants :

- passer de 3 000 unités reconditionnées en 2024 à 22 000 unités par an à horizon 2028, soit une multiplication par plus de 7 des volumes traités ;
- éviter l'émission de près de 1 300 tonnes de CO₂eq par an à terme, soit l'équivalent de plus de 10 000 baignoires de céramique non produites neuves, grâce à la réutilisation de produits existants ;
- consolider 6 emplois existants sur la chaîne de reconditionnement et créer de 4 à 6 nouveaux emplois industriels d'ici fin 2027, dont une partie ouverte à des parcours en insertion ;

- réduire significativement l'enfouissement de déchets sanitaires, estimés à plusieurs milliers d'équipements jetés chaque mois en Île-de-France, en reconditionnant à terme environ 700 tonnes/an.

La Région apporte son soutien financier aux travaux d'aménagement et à l'acquisition des équipements (cuves ultrason, machine de rinçage, manutention, stockage, etc.) nécessaires à l'industrialisation du process.

Ce projet est lauréat de l'appel à projets Île-de-France BTP circulaire inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire (SREC) et répond aux objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers du projet pour assurer le suivi de la mise en œuvre et de son développement ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication et à l'entrée du site ainsi que dans les espaces d'accueil, inviter la Région au lancement de l'opération et à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération (nombre et tonnages d'unités reconditionnées, quantités de CO₂eq évitées, nombre d'emplois, etc.) ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure III. Mettre l'économie circulaire au cœur de l'aménagement et des chantiers franciliens - AAP Île-de-France BTP circulaire : taux maximum de 30 % et plafond aide régionale de 250 000 €.

Localisation géographique :

- NOISY-LE-SEC

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement	45 000,00	8,06%
Acquisition de cuves ultrason	300 000,00	53,73%
Acquisition d'une machine de rinçage	150 000,00	26,87%
Autres équipements (manutention, stockage, etc.)	48 300,00	8,65%
Prestation d'ingénierie liée au développement du projet	15 000,00	2,69%
Total	558 300,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	128 990,00	23,10%
Ville de Paris (attribué)	50 000,00	8,96%
Fonds privé (Valobat/prévisionnel)	150 000,00	26,87%
Fonds propres	229 310,00	41,07%
Total	558 300,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX097070 - Appel à projets « Île-de-France BTP circulaire » - Création d'un démonstrateur du réemploi de matériaux de second œuvre à L'Île-Saint-Denis (93)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	705 867,00 € HT	24,56 %	173 395,00 €
Montant total de la subvention			173 395,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DEMCY
Adresse administrative : 3 PLACE DE L'EUROPE
78140 VELIZY VILLACOUBLAY
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur OBEN AYYILDIZ, Gestionnaire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 décembre 2027

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

DEMCY est une filiale d'Eiffage spécialisée en déconstruction sélective et réemploi des matériaux. Elle fait le constat qu'un des freins importants au réemploi est le manque de visibilité des matériaux auprès des maîtres d'ouvrage. En conséquence, DEMCY porte le projet de création d'un démonstrateur du réemploi de plus de 2 500 m² à terme, « showroom géant » destiné à valoriser la diversité et la qualité des matériaux du second œuvre issus de la déconstruction sélective, afin de générer la demande, tester, documenter et répliquer des solutions concrètes de réemploi en vue d'une massification à l'échelle francilienne.

Cet espace s'adressera aux professionnels du BTP, aux décideurs publics et privés, aux architectes, bureaux d'études et futurs clients, et exposera concrètement les possibilités de réemploi : briques, faux planchers, cuisines, luminaires remis en état, etc. Sa vocation est double :

- acculturer les intervenants de la chaîne de valeur aux solutions déjà disponibles, à travers une mise en valeur inspirante et tangible afin d'inspirer les acteurs ;
- créer un hub régional du réemploi, catalyseur de nouvelles collaborations, facilitant les rencontres entre l'offre et la demande et accélérant l'intégration du réemploi dans les projets locaux.

Le projet implique la réhabilitation d'une friche industrielle située sur la commune de L'Île-Saint-Denis. Il comprendra :

- un showroom démonstrateur conçu 100 % en réemploi, espace d'exposition et de mise en relation ;
- des espaces de formation et de conférence, des ateliers techniques et des interventions d'experts ;
- un incubateur pour les PME ayant des projets d'économie circulaire, propice à l'innovation locale ;
- un atelier de reconditionnement léger, avec en flux prioritaires les Velux et les faux planchers, avec l'objectif d'étendre progressivement la typologie des flux pris en charge (portes, bois, fenêtres, sanitaires), opéré par la start-up Seconde Œuvre ;

- un magasin de seconde main destiné aux particuliers et aux artisans de proximité visant particulièrement les équipements de salles de bain et cuisines.

Avec ce projet, DEMCY se fixe les objectifs suivants sur la période 2026-2028 :

- 22 000 équipements réemployés, soit 556 tonnes de déchets détournés et 3 220 tonnes de CO₂eq évitées ;
- 25 emplois créés ;
- 1 000 visiteurs/an dans le showroom et 500 personnes formées/an.

La Région apporte son soutien financier aux travaux de réhabilitation de la 1^{ère} partie du bâtiment (rez-de-chaussée et premier niveau, soit environ 1 000 m²) nécessaires à l'aménagement de la 1^{ère} phase du démonstrateur.

Ce projet est lauréat de l'appel à projets Île-de-France BTP circulaire inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire (SREC) et répond aux objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers du projet pour assurer le suivi de la mise en œuvre et de son développement ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication, à l'entrée du site et dans les espaces d'accueil et de réception, inviter la Région au lancement de l'opération et à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération (nombre et tonnages d'unités reconditionnées, quantités de CO₂eq évitées, nombre d'emplois, etc.) ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure III. Mettre l'économie circulaire au cœur de l'aménagement et des chantiers franciliens - AAP Île-de-France BTP circulaire : 30 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec une aide régionale plafonnée à 250 000 €.

Localisation géographique :

- L'ILE-SAINT-DENIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux de réhabilitation	705 867,00	100,00%
Total	705 867,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	173 395,00	24,56%
Fonds européens Horizon (projet Circ'Boost)	124 972,00	17,70%
Fonds propres	407 500,00	57,73%
Total	705 867,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX096677 - Appel à projets « Île-de-France BTP circulaire » - Création d'un atelier dédié au réemploi et à la réutilisation des matériaux de couverture à Vitry-sur-Seine (94)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	900 000,00 € HT	17,50 %	157 500,00 €
Montant total de la subvention			157 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TOIT DE PARIS

Adresse administrative : ARDOINES
94400 VITRY SUR SEINE

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Madame CONSTANCE FICHET-SCHULZ, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 1 janvier 2028

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Toit de Paris est une entreprise créée en 2022 spécialisée dans le réemploi de matériaux de toiture pour le même usage ou pour la création d'éléments (signalétique, façade, ameublement) à destination du bâtiment.

Tous les matériaux que l'on trouve sur les toitures se retrouvent dans l'entièreté d'un bâtiment (bois, béton, ardoise, tuiles) et représentent un gisement très peu exploité en réemploi. Rien qu'à Paris, les toitures représentent 21 millions de m² de zinc. Toit de Paris répond depuis sa création à quelques commandes de structures pour le réemploi ou la réutilisation de ces matériaux, mais souhaite à présent changer d'échelle et industrialiser les process.

Le projet consiste à créer un atelier dédié au réemploi et à la réutilisation de matériaux de couverture (zinc, ardoise, tuile), issus de chantiers de rénovation ou de déconstruction franciliens à Vitry-sur-Seine. L'atelier permettra d'organiser la réception, le tri, la caractérisation, le nettoyage, le stockage, le conditionnement et la traçabilité de ces matériaux. L'objectif est de réemployer 100 tonnes de matériaux par an à partir de 2027, ce qui correspond à 150 t CO₂e évités, et permettra la création de 4 ETP (sourcing, logistique, transformation, commercialisation et traçabilité).

Toit de Paris prévoit de conclure des partenariats avec les entreprises de couverture et de déconstruction pour augmenter le volume de matériaux déposés de manière soignée et sourcée. Toit de Paris travaille avec les assureurs à l'élaboration d'un protocole de réemploi encadré, afin de permettre l'utilisation de tuiles et d'ardoises reconditionnées dans le respect des normes et des exigences d'assurabilité.

La Région apporte son soutien financier à la réalisation de travaux et d'aménagement ainsi qu'à l'acquisition d'équipements et machines (nettoyage vapeur, brossage, poste de tri, etc.) nécessaires à la création de la ligne d'usinage.

Ce projet est lauréat de l'appel à projets Île-de-France BTP circulaire inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire (SREC) et répond aux objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage avec les partenaires techniques et financiers (SMA BTP, centres de formation, collectivités, Cyneo) et des groupes de travail thématiques composés d'experts techniques et opérationnels ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication, à l'entrée du site et sur les espaces d'inviter la Région au lancement de l'opération et à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération : tonnages réceptionnés, tonnages reconditionnés, tonnages sortants effectivement intégrés dans des projets de construction... ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure III. Mettre l'économie circulaire au cœur de l'aménagement et des chantiers franciliens - AAP Île-de-France BTP circulaire : 30 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec plafond de 250 000 €.

Localisation géographique :

- VITRY-SUR-SEINE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et aménagements (création ligne d'usinage)	350 000,00	38,89%
Equipements / machines (nettoyage vapeur, brossage, poste de tri, manutention, containers...)	550 000,00	61,11%
Total	900 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	157 500,00	17,50%
Fonds privés (Ecominero)	150 000,00	16,67%
Fonds propres	592 500,00	65,83%
Total	900 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX096432 - Appel à projets « Île-de-France BTP circulaire » - Création de la plateforme FAB MAB dédiée au réemploi des matériaux du BTP à Fontenay-sous-Bois (94)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	1 153 644,41 € HT	8,32 %	96 000,00 €
Montant total de la subvention			96 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MARNE AU BOIS AMENAGEMENT SPL
Adresse administrative : 9 ET 11 AVENUE DU VAL DE FONTENAY
94120 FONTENAY SOUS BOIS
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur MICKAEL ABDALLAH, Responsable de projet

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Fondée en 2012, Marne-au-Bois (SPL MAB) est une Société Publique Locale au service des communes de Fontenay-sous-Bois, Nogent-sur-Marne, Bry-sur-Marne, Champigny-sur-Marne, ainsi que de l'EPT Paris Est Marne & Bois. Elle exerce 4 métiers : l'aménagement urbain, la construction, la gestion de parcs publics de stationnement, et la revitalisation des commerces de proximité.

Dans le contexte de l'opération de renouvellement urbain du quartier Val-de-Fontenay – Alouettes (VDFA) à Fontenay-sous-Bois, le projet a pour objectif la création d'une plateforme dédiée au réemploi des matériaux du BTP, la FAB MAB. Cette dernière développera des activités de stockage, de reconditionnement léger sur une sélection de matériaux à fort potentiel de réemploi (tuiles, briques, gravillons, potelets urbains...), de négoce et de dépôt-vente. Ces activités viendront compléter les filières locales déjà structurées, notamment sur les équipements sanitaires et les planchers techniques.

La plateforme sera exploitée par un acteur du réemploi (sélection en cours) en partenariat avec une quinzaine d'opérateurs (structures de l'ESS, entreprises de BTP, maîtres d'ouvrage, PME locales). Le schéma cible est le suivant : 60 % des flux seront traités en boucle locale (intra-VDFA), assurant une réduction des transports et une traçabilité optimale ; 20 % des matériaux entrants viendront de chantiers voisins, permettant la mutualisation interchantier ; 20 % des matériaux sortants seront valorisés hors du site, témoignant de la capacité d'irrigation régionale du projet.

Il est estimé que la plateforme permettra de réemployer 2 165 tonnes de matériaux chaque année et d'éviter 2 358 t CO2eq par an. Elle génèrera la création d'un ETP, de 2 emplois en insertion et de 2000 jours d'insertion répartis sur l'ensemble des plateformes partenaires.

La plateforme aura aussi pour mission d'organiser des événements professionnels et de déployer des formations à destination des maîtres d'ouvrage et maîtres d'œuvre coconstruites avec les opérateurs de la plateforme et les écoles partenaires.

La Région apporte son soutien financier à la réalisation des travaux et aménagements nécessaires à la construction de la plateforme ainsi que l'acquisition d'un outil digital de coordination des flux.

Ce projet est lauréat de l'appel à projets « Île-de-France BTP circulaire » inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire (SREC) et répond aux objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage stratégique avec les partenaires et financeurs et un comité technique resserré pour le suivi opérationnel du projet ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication, à l'entrée du site et dans les espaces d'accueil du public, inviter la Région au lancement de l'opération et à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération : tonnages réceptionnés, tonnages reconditionnés, tonnages sortants effectivement réemployés, ... ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure III. Mettre l'économie circulaire au cœur de l'aménagement et des chantiers franciliens - AAP Île-de-France BTP circulaire : 30 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec plafond de 250 000 €.

Localisation géographique :

- FONTENAY-SOUS-BOIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux construction de la plateforme	1 029 399,41	89,23%
Aménagements intérieurs	99 245,00	8,60%
Outil digital de coordination des flux	25 000,00	2,17%
Total	1 153 644,41	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	96 000,00	8,32%
Banque des territoires	365 128,00	31,65%
Fonds propres	692 516,41	60,03%
Total	1 153 644,41	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.111726 Environnement (ex SA.59108) adopté sur la base du règlement (UE) n 651/2014 publié au JOUE L187 du 26 juin 2014, modifié, relatif à : aides à l'investissement en faveur de l'utilisation efficace des ressources et du soutien à la transition vers une économie circulaire (6.12)

DOSSIER N° EX096295 - Appel à projets « Île-de-France BTP circulaire » – Création d'une filière de réemploi de poutres métalliques à Bruyères-sur-Oise (95)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	155 500,00 € HT	30,00 %	46 650,00 €
	Montant total de la subvention		46 650,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : MEDINGER ENVIRONNEMENT
Adresse administrative : RUE EDOUARD AUBERT
91700 FLEURY MEROGIS
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur GAUTIER MEDINGER, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 juin 2025 - 31 décembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Importance de mettre en œuvre ce projet avant le début de la période hivernale afin de ne pas prendre le risque de dégrader les produits et équipements d'ores et déjà récupérés sur les chantiers.

Description :

MEDINGER Environnement est une entreprise de travaux spécialisée dans les travaux de curage, déconstruction de bâtiments et de terrassement principalement en Île-de-France. MEDINGER a créé en 2020 une plateforme de 6,7 ha dénommée MYMAT sur le port de Bruyères sur Oise (95). Sa vocation est d'offrir une solution de valorisation pour les différents types de déchets inertes générés par les chantiers (terres excavées inertes et non inertes, bétons de déconstruction, structures de chaussées, ...) et qui permet de produire des granulats nobles (issus terres excavées), des granulats recyclés (issus bétons de déconstruction) à usage Travaux Publics (TP) et des granulats recyclés à usage béton (conformes à la norme NF 206). MEDINGER a commercialisé au cours de l'année 2024 environ 100.000 tonnes de granulats dont 70 % sur les territoires du 95, du 93 et du 60. Les tonnages vendus ont été orientés à hauteur de 41 % vers des négociants locaux et donc in fine vers les artisans et particuliers proches de la plateforme.

L'entreprise souhaite développer une plate-forme de réemploi sur son site de Bruyères sur Oise (95). Le projet consiste à mettre en place un entrepôt de stockage, de préparation et de reconditionnement des déchets de chantiers réceptionnés. Une fois le projet lancé l'objectif de l'entreprise est de réemployer 50 tonnes soit environ :

- 1 800 mètres linéaires de structures métalliques (tous types confondus) ;
- 300 tonnes de graviers toitures terrasses ;
- 300 tonnes de briques, massifs, pavés et pierres de taille, blocs meulières ;
- 4 tonnes de céramiques ;
- 1 000 m² de moquettes ;

- 50 tonnes de câbles et chemins de câbles ;
- 300 unités de portes pleines par an.

MEDINGER proposera les matériaux disponibles et reconditionnés auprès de partenaires spécialisés.

Ce projet permettra la création de 2,5 équivalents temps plein.

La Région apporte son soutien financier à l'aménagement d'un hangar et de stockage extérieur, à la réalisation des travaux nécessaires à l'aménagement du site et à l'achat de matériels et d'équipements.

Ce projet est lauréat de l'appel à projets Île-de-France BTP circulaire inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire (SREC) et répond aux objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication, à l'entrée du site et sur les espaces d'accueil des entreprises et usagers, inviter la Région au lancement de l'opération et à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération : tonnage de produits, équipements ou matériaux préparés en vue du réemploi ou de la réutilisation, taux de valorisation des flux traités, quantité de CO₂eq. évitées, nombre de flux de PEM ou déchets concernés, ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure III. Mettre l'économie circulaire au cœur de l'aménagement et des chantiers franciliens- AAP Île-de-France BTP circulaire : 30 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec plafond de 250 000 €.

Localisation géographique :

- BRUYERES-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Hangar et d'une structure de stockage	102 000,00	65,59%
Travaux	12 000,00	7,72%
Matériels	26 500,00	17,04%
Equipements	15 000,00	9,65%
Total	155 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	46 650,00	30,00%
Fonds propres	108 850,00	70,00%
Total	155 500,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX096947 - Appel à projets « Île-de-France BTP circulaire » – Renforcement des activités de réemploi et de recyclage des déchets du BTP au sein du groupe KLC (95)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	866 470,00 € HT	20,00 %	173 294,00 €
	Montant total de la subvention		173 294,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GROUPE KLC

Adresse administrative : 2 RUE DE LA FOSSE GUERIN
95200 SARCELLES

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur SAYIT KILIC, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 16 juin 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il y a urgence à remplacer les anciens outils vétustes et les délais de commande et de fabrication sont très importants.

Description :

Le GROUPE KLC, créé en 2020, est spécialisée dans les activités de désamiantage, démolition, construction et souhaite développer ses offres de recyclage et de réemploi des matériaux de construction, par le biais de ses filiales VALOORIS et REEMPLY :

- la société VALOORIS (2022) est spécialisée dans la collecte, le tri et le recyclage des déchets de chantier des professionnels. Chaque année, 35 000 à 40 000 tonnes de déchets de chantier passent par ses deux centres de tri. Le groupe souhaite faire l'acquisition d'un nouveau cribleur pour l'un de ses deux centres de tri, situé à SARCELLES. L'acquisition de ce nouveau cribleur permettra d'augmenter la capacité de tri pour passer de 45 % de gravats et déchets destinés à l'enfouissement correspondant à 8 600 tonnes de déchets par an à seulement 15 % soit 2 900 tonnes de déchets par an. Cette réduction d'environ 30 % de déchets destinés à l'enfouissement, permettra de valoriser 5 700 tonnes de déchets supplémentaires par an. Ce premier axe de développement permettra également la création de 40 à 50 emplois à horizon temporel de 3 ans ;
- la société REEMPLY (2023) porte l'ensemble de l'activité réemploi. La société a développé une application mobile permettant la mise en relation entre des entrepreneurs du BTP et des clients (professionnels du bâtiment comme particuliers) afin de permettre à ceux-ci de récupérer des mobiliers et matériaux de chantier. Le groupe souhaite aujourd'hui aller au-delà de la simple mise en relation en proposant un service de remise en état du matériel grâce à la construction d'un atelier de réemploi dans son nouveau bâtiment à Puisseux-en-France. Ce second axe de développement doit permettre la création de 15 emplois sur 3 ans.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition d'un crible, ainsi qu'aux travaux de construction de l'atelier de réemploi et à l'investissement dans des équipements adaptés.

Ce projet est lauréat de l'appel à projets Île-de-France BTP circulaire inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire (SREC) et répond aux objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le bénéficiaire s'engage à

- mettre en place un comité de pilotage de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers du projet pour assurer le suivi de la mise en œuvre et de son développement ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication, à l'entrée du site et sur les espaces d'accueil, inviter la Région au lancement de l'opération et à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération : tonnage de matériaux recyclés produits, tonnage de ressources et déchets évités, tonnes équivalent CO₂ évitées grâce à la mise en œuvre de pratiques circulaires, ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure III. Mettre l'économie circulaire au cœur de l'aménagement et des chantiers franciliens - AAP Île-de-France BTP circulaire : 30 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec plafond de 250 000 €.

Localisation géographique :

- VAL D'OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Cribleur	560 000,00	64,63%
Travaux de construction de l'atelier de réemploi	300 400,00	34,67%
Equipements pour l'atelier de réemploi	6 070,00	0,70%
Total	866 470,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	173 294,00	20,00%
Fonds propres	693 176,00	80,00%
Total	866 470,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX097200 - Appel à projets « Île-de-France BTP circulaire » – Création d'une ligne de reconditionnement des dalles de moquette à Argenteuil (95)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	412 000,00 € HT	30,00 %	123 600,00 €
	Montant total de la subvention		123 600,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LA BOITE X RECYCLAGE

Adresse administrative : IMPASSE MARGUERITE
95870 BEZONS

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur Nicolas MATERNATI, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le groupe MATERANVI a été créé en 2019 dans l'objectif d'améliorer le traitement des déchets de chantier. Au sein du groupe, la BOITE X RECYCLAGE est dédiée à la gestion, au tri et à la revalorisation des déchets du secteur du bâtiment et des travaux publics. L'entreprise possède à date quatre sites : deux à Argenteuil, un à Bezons, un à Nanterre.

L'entreprise souhaite mettre en place un projet d'industrialisation du réemploi de dalles de moquette provenant de chantiers de rénovation ou de déconstruction. L'entreprise pratique déjà depuis 2023 le reconditionnement des dalles de faux plancher sur son site d'Argenteuil et a constaté que ces dalles sont fréquemment accompagnées de moquette. Elle souhaite récupérer ces dalles de moquette et les reconditionner pour leur donner une seconde vie. Ce projet doit permettre de mieux valoriser ces matériaux car actuellement la majeure partie de la moquette est soit enfouie, soit valorisée énergétiquement en CSR. Les volumes concernés sont importants : environ 90 000 m² de moquette par an, soit 7500 m² par mois. L'objectif est de valoriser les dalles de faux plancher et les dalles de moquette de manière conjointe, en industrialisant le procédé. Dans cette optique, LA BOITE X RECYCLAGE souhaite installer une ligne de reconditionnement sur son site à Argenteuil.

Cette ligne de reconditionnement envisagée comprendra les investissements suivants :

- une machine de lavage et séchage développée spécifiquement pour ce projet ;
- 100 caisses palettes pliables façonnées pour le conditionnement adéquat du gisement ;
- une machine décolleuse et un aspirateur industriel.

Ce projet doit permettre de collecter 800 tonnes de moquette par an, dont 400 tonnes seront réemployées, 80 tonnes recyclées ; et le reste sera traitée en tant que déchet en CSR. Ce projet permettra d'économiser 2 340 tonnes eq CO₂ par an.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition d'une ligne de reconditionnement des moquettes et d'équipements complémentaires pour le reconditionnement.

Ce projet est lauréat de l'appel à projets Île-de-France BTP circulaire inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire (SREC) et répond aux objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers du projet pour assurer le suivi de la mise en œuvre et de son développement ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication, inviter la Région au lancement de l'opération et à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération : tonnage de produits, équipements ou matériaux préparés en vue de leur réemploi ou réutilisation, tonnage de déchets triés, taux de valorisation des flux traités, tonnes équivalent CO₂ évitées grâce à la mise en œuvre de pratiques circulaires, ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure III. Mettre l'économie circulaire au cœur de l'aménagement et des chantiers franciliens - AAP Île-de-France BTP circulaire : 30 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec plafond de 250 000 €.

Localisation géographique :

- ARGENTEUIL

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Machine de lavage	318 000,00	77,18%
Equipements pour le reconditionnement	94 000,00	22,82%
Total	412 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	123 600,00	30,00%
Fonds propres	288 400,00	70,00%
Total	412 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.111726 Environnement (ex SA.59108) adopté sur la base du règlement (UE) n 651/2014 publié au JOUE L187 du 26 juin 2014, modifié, relatif à : aides à l'investissement en faveur de l'utilisation efficace des ressources et du soutien à la transition vers une économie circulaire (6.12)

DOSSIER N° EX096293 - Appel à projets « Île-de-France BTP circulaire » – Augmentation de la capacité de reconditionnement des structures métalliques en acier à Gonesse (95)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	810 000,00 € HT	20,00 %	162 000,00 €
	Montant total de la subvention		162 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GENERAL METAL EDITION

Adresse administrative : 3 RUE DES FRERES MONTGOLFIER
95500 GONESSE

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur JULIEN JUSSAUME, Président directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 décembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Général Métal Edition est une PME dont le siège est situé à Gonesse (95). Elle exerce une activité de charpenterie métallique et de serrurerie depuis 15 ans. En 2020, l'entreprise s'est engagée dans le réemploi de structures métalliques. Aujourd'hui, elle souhaite développer à une plus grande échelle cette activité de reconditionnement et de seconde vie des structures et des éléments métalliques récupérés en Île-de-France. Cette seconde vie peut prendre la forme soit de réemploi (in situ ou ex situ), de réutilisation, ou encore de surcyclage.

Dans cette perspective, General Métal Edition a besoin :

- d'acquérir une grenailleuse-sableuse automatique : elle permettra de nettoyer à la demande des volumétries importantes de structures et d'éléments métalliques. Il s'agit d'augmenter les volumes de structures métalliques à réemployer en permettant la reprise d'éléments dont l'état ne le permettait pas jusqu'à présent. Ces matériaux seront remis sur le marché avec une qualité équivalente au neuf bien qu'ayant déjà eu un premier usage ;
- d'effectuer des travaux pour agrandir et aménager l'atelier de réemploi et de reconditionnement de Gonesse pour installer ce nouvel équipement et augmenter sa capacité de traitement.

General Métal Edition s'est fixé un objectif de 300 tonnes d'acier réemployées par an une fois l'atelier aménagé. A terme ce projet permettra la création de 3 équivalents temps plein.

La Région apporte son soutien financier à la réalisation des travaux d'aménagement de l'atelier de réemploi et de reconditionnement et à l'acquisition d'une grenailleuse-sableuse automatique.

Ce projet est lauréat de l'appel à projets Île-de-France BTP circulaire inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire (SREC) et répond aux objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication, à l'entrée du site et sur les espaces d'accueil des entreprises et usagers, inviter la Région au lancement de l'opération et à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure III. Mettre l'économie circulaire au cœur de l'aménagement et des chantiers franciliens - AAP Île-de-France BTP circulaire : 30 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec une aide régionale plafonnée à 250 000 €.

Localisation géographique :

- GONESSE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Matériels et équipements	200 000,00	24,69%
Travaux d'agrandissement de l'atelier de reconditionnement	610 000,00	75,31%
Total	810 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	162 000,00	20,00%
Fonds propres	648 000,00	80,00%
Total	810 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX097329 - Appel à projets « Île-de-France BTP circulaire » – Centrale semi-mobile de recyclage à froid d'agrégats d'enrobés à Saint-Loup-de-Naud (77)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	600 000,00 € HT	20,00 %	120 000,00 €
	Montant total de la subvention		120 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : GOUVERNE

Adresse administrative : 12 AVENUE DE POIGNY
77160 POIGNY

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur ALAIN TROTTIER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 septembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Le délai de fabrication de la centrale est long, il est donc nécessaire de passer commander au plus tôt afin d'être opérationnel au printemps 2026.

Description :

GOUVERNE est une entreprise de 45 salariés située dans le Provinois en Seine-et-Marne, spécialisée dans le recyclage des déchets issus des chantiers de travaux publics.

Les agrégats d'enrobés (AE) sont un mélange de graviers, de sable et de liant hydrocarboné de type bitume, appliqué en une ou plusieurs couches pour constituer la chaussée des routes, des pistes d'aéroports ou d'autres voies de circulation. Ils sont produits par les centrales d'enrobage.

Ces dernières peuvent intégrer dans leur process des enrobés issus de travaux de réfection des chaussées, et ainsi les recycler. Le procédé se fait à chaud, et le taux d'incorporation des enrobés recyclés varie entre 3 % et 35 %, suivant les installations. Les AE, dits nobles, sont utilisés en recyclage à chaud pour la fabrication de nouveaux enrobés, les AE de moins bonne qualité (provenant de réseaux secondaires essentiellement) ou comprenant des HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques) ne peuvent pas être utilisés suivant ce procédé ; ils sont éliminés en installations de stockage de déchets.

Le projet de l'entreprise GOUVERNE consiste à créer une filière de recyclage à froid des enrobés hydrocarbonés qui permet de recycler les AE de moins bonne qualité. Cette filière est inexistante en Seine-et-Marne alors que le réseau de routes secondaires à faible trafic est dense. Lors de la réfection de ce réseau, les AE produits ne peuvent pas être recyclés par les centrales existantes utilisant le système à chaud.

Pour ce faire, l'entreprise fera l'acquisition d'une centrale de malaxage semi-mobile de matériaux hydrocarbonés. Elle sera basée sur le site de Saint-Loup-de-Naud et sera également utilisée sur l'autre site de l'entreprise à Poigny en fonction des besoins. Avec le système de recyclage à froid, le taux d'incorporation des AE recyclés sera compris entre 50 % et 100 %.

L'objectif est de recycler 50 000 tonnes d'AE par an et ainsi de réduire l'utilisation de matières premières naturelles dans la construction et l'entretien des routes à faible trafic.

Il est à noter que le site sera également équipé d'un concasseur avec crible (traitement des matériaux de démolition), et d'un scalpeur et d'une centrale de malaxage au liant hydraulique (traitement des terres excavées). Le projet global avec les 3 équipements permettra la création de 3 équivalents temps plein.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition de la centrale de malaxage au liant hydrocarboné pour le recyclage à froid des agrégats d'enrobés de basse qualité.

Ce projet est lauréat de l'appel à projets Île-de-France BTP circulaire inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire (SREC) et répond aux objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers ;
- assurer la de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication, à l'entrée du site et sur les espaces d'accueil des entreprises et usagers, inviter la Région au lancement à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération : tonnage de produits, équipements ou matériaux (PEM) préparés en vue de leur réemploi ou réutilisation, tonnage de déchets recyclés et triés, taux de valorisation des flux traités, ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et de la SREC pour partager les retours d'expériences et les résultats.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure III. Mettre l'économie circulaire au cœur de l'aménagement et des chantiers franciliens - AAP Île-de-France BTP : 20 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec plafond de 250 000 €.

Localisation géographique :

- SAINT-LOUP-DE-NAUD

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Centrale de malaxage des agrégats d'enrobés au liant hydrocarboné à froid	600 000,00	100,00%
Total	600 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	120 000,00	20,00%
Fonds propres	480 000,00	80,00%
Total	600 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX097083 - Appel à projets « Île-de-France BTP circulaire » – Création d'une ligne de production d'un substrat fertile EXOSOL à Charny (77)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	930 000,00 € HT	20,00 %	186 000,00 €
	Montant total de la subvention		186 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : JAN

Adresse administrative : 4 RUE DELAHAYE
92130 ISSY LES MOULINEAUX

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Monsieur JULES CHAPLAIN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

JAN TP est une entreprise implantée en Île-de-France spécialisée dans les travaux urbains, les travaux de démolition, de terrassement, de dépollution et de paysage. L'entreprise a décidé de collaborer avec la société » TeraSol pour produire un substrat fertile innovant nommé « Exosol » sous la marque « MySol ». Ce substrat, assimilable à une terre végétale de haute qualité, est fabriqué à partir de déblais de chantier valorisés et enrichis en compost.

Cette solution répond directement à la problématique grandissante des besoins en terre végétale liés à la déminéralisation urbaine et à la lutte contre les îlots de chaleur, dans le contexte de raréfaction de cette ressource accentuée par la mise en œuvre du principe de zéro artificialisation nette (ZAN).

Pour produire ce substrat fertile, un investissement dans une machine de criblage et mélange est nécessaire. Cette machine sera conçue en collaboration avec le fabricant DEVAREM. Le modèle de cette machine, initialement conçue pour l'amélioration des sols par apport de chaux doit être adaptée et constitue une partie de l'investissement sollicité.

L'objectif de valorisation des déblais de chantiers en produisant la terre végétale fertile « Exosol » est de 7000 à 9000 tonnes par an en 2026, et de 42 000 à 54 000 tonnes par an en 2029. Les déblais revalorisés correspondent à 80 % du volume total du substrat fertile Exosol produit.

Ce projet permettra également de réduire les flux de camion grâce à la valorisation sur site des déblais, ce qui permettra d'éviter l'émission de 2 761 tonnes équivalent CO2 en 2030 (chaque camion transportant environ 22 tonnes de déblais). De plus, la captation du carbone par les quantités de substrat végétalisé produites est estimée à 9 450 tonnes en 2030 par TERASOL.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition et à l'installation d'une machine de mélange pour la préparation des terres fertiles.

Ce projet est lauréat de l'appel à projets Île-de-France BTP circulaire inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire (SREC) et répond aux objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers du projet pour assurer le suivi de la mise en œuvre et de son développement ;
- assurer la visibilité de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication, à l'entrée du site et dans les espaces d'accueil des entreprises et usagers, inviter la Région au lancement de l'opération et à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération : tonnage de terres valorisées, quantité de déchets évitées, tonnes équivalent CO₂ évitées grâce à la mise en œuvre de pratiques circulaires, ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure III. Mettre l'économie circulaire au cœur de l'aménagement et des chantiers franciliens - AAP Île-de-France BTP circulaire : 20 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec plafond de 250 000 €.

Localisation géographique :

- CHARNY

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Machines de traitement des terres	930 000,00	100,00%	Région Île-de-France	186 000,00	20,00%
			Fonds propres	744 000,00	80,00%
Total	930 000,00	100,00%	Total	930 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX097331 - Appel à projets « Île-de-France BTP circulaire » – Création d'une plateforme de production de granulats recyclés à Grisy-Suisnes (77)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	760 000,00 € HT	20,00 %	152 000,00 €
Montant total de la subvention			152 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : ALLACHE INVESTISSEMENTS
Adresse administrative : 7 RUE JEAN TIMBAUD
94290 VILLENEUVE LE ROI
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur HAMZA ALLACHE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 17 juin 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Du fait des délais de fabrication et de livraison, la commande du concasseur a été faite en juin pour une livraison dès novembre.

Description :

Le groupe ALLACHE, fondé en 2001, est une PME, acteur francilien de la gestion des déchets du BTP. Son site de Villeneuve-le-Roi comprend également son siège. Le groupe traite actuellement 136 000 tonnes de déchets inertes par an provenant de chantiers de démolition et de travaux publics, tels que les routes, voiries et bâtiments. Ces déchets sont transportés depuis les sites de démolition jusqu'au centre de tri actuel de Villeneuve-le-Roi où ils entrent dans un processus de tri, déferrailage, concassage et criblage. 14 grands types de flux de déchets sont pris en charge : béton, enrobés, gravillons, gravats, terres, palettes, bois de plaquage, plastique, métal, plâtre, verre, carton, papier, et déchets verts.

Face à un manque de place sur le site de Villeneuve-le-Roi, le groupe engage une nouvelle phase de développement et prévoit l'ouverture d'un second site à Grisy-Suisnes en Zone de Reconquête Économique. Il s'agit de créer une plateforme dédiée au concassage de béton issus uniquement de chantiers de déconstruction pour la production de granulats recyclés. Il est à noter que le site accueillera aussi une plateforme de fabrication de combustible solide de récupération (CSR).

L'objectif du projet est de produire localement des matériaux recyclés de qualité pouvant se substituer efficacement aux granulats naturels dans les travaux publics ou les aménagements urbains. La mise en place de cette plateforme permettra la fabrication et la vente de graves et de cailloux issus du concassage. Les matériaux produits seront principalement destinés aux entreprises de Travaux Publics implantées en Île-de-France. Ces matériaux s'adresseront notamment aux chantiers de construction ou de rénovation de voiries, de réseaux, de plateformes... L'entreprise souhaite privilégier un approvisionnement de proximité, limitant ainsi les transports.

Pour ce faire l'entreprise souhaite faire l'acquisition d'un concasseur performant, capable de transformer les blocs de béton en matériaux calibrés réutilisables.

Sur cette plateforme, il est prévu de valoriser 210 000 tonnes de déchets inertes qui pourront réintégrer l'approvisionnement des chantiers de BTP locaux, substituant des matières premières naturelles et contribuant à la réduction de l'empreinte carbone de ces activités.

La Région apporte son soutien financier à la création de cette plateforme qui nécessite l'acquisition d'un concasseur performant, capable de transformer les blocs de béton en matériaux calibrés réutilisables de qualité.

Ce projet est lauréat de l'appel à projets Île-de-France BTP circulaire inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire (SREC) et répond aux objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication, à l'entrée du site et sur les espaces d'accueil des entreprises et usagers, inviter la Région au lancement de l'opération et à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et de la SREC pour partager les retours d'expériences et les résultats.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure III. Mettre l'économie circulaire au cœur de l'aménagement et des chantiers franciliens - AAP Île-de-France BTP circulaire : 20 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec une aide régionale plafonnée à 250 000 €.

Localisation géographique :

- GRISY-SUISNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Concasseur pour la production de granulats recyclés	760 000,00	100,00%
Total	760 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	152 000,00	20,00%
Fonds propres	608 000,00	80,00%
Total	760 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX097386 - Appel à projets « Île-de-France BTP circulaire » – Création d'une installation de recyclage de plâtre à Echarcon (91)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	3 714 000,00 € HT	6,73 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LE GRAND PLATRE
Adresse administrative : ECOSITE DE VERT LE GRAND
91540 ECHARCON
Statut Juridique : Société Anonyme
Représentant : Monsieur RAPHAEL GAS, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'Île-de-France compte 2 installations de recyclage du plâtre dont les capacités sont actuellement saturées. La filière nécessite donc la création d'une nouvelle installation sur le territoire francilien afin de répondre aux objectifs de collecte et de recyclage du plâtre fixés dans le PRPGD. Cette nouvelle unité, portée par l'entreprise Le Grand Plâtre, sera située sur l'Ecosite de Vert-le-Grand (91). La SEMARDEL met à disposition le foncier pour le projet.

L'unité de traitement des déchets de plâtre permettra de séparer, trier et épurer les différents matériaux pour produire des matières premières recyclées (MPR). La séparation des matériaux se fait par des techniques de broyage et criblage permettant le tri des matériaux et l'épuration du gypse recyclé.

Les déchets entrants acceptés sont les déchets de plâtre issus du BTP préalablement triés et doivent respecter un cahier des charges défini pour optimiser leur traitement et leur valorisation in situ. Le gypse recyclé sortant doit être conforme au cahier des charges de l'usine PLACO de Vaujours (93). Cette conformité a déjà été validée en s'appuyant sur la collaboration avec Pari Plâtre, usine de recyclage située à Quincy Voisins (77) qui livre du gypse à PLACO Vaujours depuis 2021.

Le projet permet ainsi de traiter 30 000 tonnes de déchets de plâtre/an et de les recycler en boucle fermée en évitant ainsi leur enfouissement. Il permet également la préservation de ressources naturelles : les 27 000 tonnes/an de gypse recyclés consommées par PLACO Vaujours permettront de préserver autant de tonnes de gypse de carrière. Le projet va ainsi permettre d'éviter 945 000 kg CO₂ eq.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition des équipements de process nécessaires pour la création de l'unité de valorisation des déchets de plâtre.

Ce projet est lauréat de l'appel à projets Île-de-France BTP circulaire inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire (SREC) et répond aux objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers ;
- assurer la visibilité de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication, à l'entrée du site et sur les espaces d'accueil des entreprises et usagers, inviter la Région au lancement de l'opération et à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération : tonnage de déchets recyclés et triés, taux de valorisation des flux traités, tonnes eq. CO₂ évitées, ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure III. Mettre l'économie circulaire au cœur de l'aménagement et des chantiers franciliens - AAP Île-de-France BTP circulaire : 20 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec plafond de 250 000 €.

Localisation géographique :

- ECHARCON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipements - process	3 714 000,00	100,00%
Total	3 714 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	250 000,00	6,73%
Fonds propres	3 464 000,00	93,27%
Total	3 714 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides :
Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX097373 - Appel à projets « Île-de-France BTP circulaire » – Création d'une plateforme de lavage de terres excavées pour la production de granulats recyclés à Boissy- Sous-Saint-Yon (91)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	4 715 000,00 € HT	4,24 %	200 000,00 €
Montant total de la subvention			200 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SECM SOCIETE D'EXPLOITATION DE CARRIERES ET MATERIAUX
Adresse administrative : CHEMIN DE LA SABLIERE JAUNE
91790 BOISSY SOUS SAINT YON
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur JULIEN LEGENDRE, Directeur général

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 décembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La Société d'Exploitation de Carrières et Matériaux (SECM) est une entreprise spécialisée dans la gestion et la valorisation des déchets issus des chantiers du BTP ainsi que des déchets des activités économiques. Filiale du groupe PAPREC depuis le début des années 2000, SECM opère exclusivement sur son site de Boissy-sous-Saint-Yon (91), plateforme industrielle regroupant des activités de négoce, production de grave traitée, revalorisation des déchets béton, tri des déchets d'activités économiques et enfouissement des terres.

Le site reçoit aujourd'hui environ 300 000 tonnes de déchets inertes chaque année. Le secteur du BTP fait face à plusieurs défis renforçant la nécessité de développer des solutions locales de valorisation :

- raréfaction des granulats naturels due à la diminution des gisements exploitables ;
- augmentation des contraintes réglementaires ;
- gestion de volumes importants de déblais issus des grands chantiers franciliens ;
- nécessité de réduire l'enfouissement et de développer la production de granulats recyclés de qualité, de la part des entreprises du BTP, des producteurs de béton prêt à l'emploi et des collectivités engagées dans la construction circulaire.

Face à ces enjeux, SECM déploie une stratégie de transformation de son site visant à en faire une véritable plateforme de valorisation des terres et déblais. Le projet prévoit l'installation d'une station de lavage des terres, couplée à une station de traitement des eaux usées en circuit fermé, permettant d'assurer une production de granulats recyclés conformes aux exigences techniques et environnementale. Cette filière est encore insuffisamment développée en Île-de-France et présente un fort potentiel.

Ce projet permettra de traiter jusqu'à 130 000 tonnes de terres par an et de produire environ 100 000 tonnes de matériaux recyclés, en complémentarité avec les activités de recyclage existantes sur le site. Il contribuera également à la réduction des volumes enfouis, à la limitation de l'empreinte carbone des transports, et à la structuration d'une offre locale de granulats alternatifs.

Au niveau socio-économique, le projet créera trois emplois directs.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition des équipements pour le déploiement de la station de lavage des terres.

Ce projet est lauréat de l'appel à projets Île-de-France BTP circulaire inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire (SREC) et répond aux objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication, à l'entrée du site et sur les espaces d'accueil des entreprises et usagers, inviter la Région au lancement de l'opération et à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération : tonnage des déchets recyclés et triés, taux de valorisation des flux traités, quantité de CO₂eq. évitées, ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure III. Mettre l'économie circulaire au cœur de l'aménagement et des chantiers franciliens AAP Île-de-France BTP circulaire : 20 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec plafond de 250 000 €.

Localisation géographique :

- BOISSY-SOUS-SAINT-YON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Station de lavage (trémie d'alimentation, convoyeurs, débourbeur, cribles de lavage, traitement des sables)	4 715 000,00	100,00%
Total	4 715 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	200 000,00	4,24%
Fonds propres	4 515 000,00	95,76%
Total	4 715 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX096638 - Appel à projets « Île-de-France BTP circulaire » - Création d'une fabrique de production industrielle de matériaux en terre - MESSIBRICK à Saint-Maur-des-Fossés (94)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	930 000,00 € HT	20,00 %	186 000,00 €
Montant total de la subvention			186 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : HOLDING MESSIBAT INTERNATIONAL

Adresse administrative : 10 RUE DE LA REPUBLIQUE
13001 MARSEILLE

Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées

Représentant : Madame MESSINA MARIE-HELENE GUIKOUME, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Messibat International France est une entreprise spécialisée dans la construction durable implantée depuis 2008 à Marseille et en Afrique. Labellisée par la Fondation Solar Impulse, elle souhaite à présent développer son activité en Île-de-France.

Le projet porté par Messibat International France vise à structurer une filière industrielle de valorisation des terres excavées en Île-de-France en créant une unité de production industrielle de matériaux de construction géosourcés (briques de terre crue autobloquantes type Lego, panneaux préfabriqués en argile, enduits et mortiers naturels, murs en pisé préfabriqué). La Fabrique Messibrick sera située à Saint-Maur-des-Fossés (location d'un hangar, bail emphytéotique de 25 ans). La première production de briques et panneaux tests est prévue pour le mois d'avril 2026 et l'unité valorisera à minima 3 000 tonnes de terres excavées dès la première année d'activité. Elle permettra de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) de 150 à 200 tonnes équivalent CO₂ par an par substitution à des matériaux conventionnels (parpaings, béton), et permettra la création de 10 à 15 EPT.

Les formulations des matériaux seront développées en partenariat avec le CRAterre (Centre international de la construction en terre rattaché à ENSAG Grenoble) et feront l'objet de certifications techniques délivrées par le CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment), assurant leur conformité aux exigences du marché du bâtiment et favorisant leur déploiement sur les chantiers franciliens. Le site intégrera un centre de formation dédié aux entreprises locales pour former chaque année 50 professionnels du BTP (entrepreneurs, artisans, jeunes en reconversion) aux techniques de construction en terre crue.

La Région apporte son soutien financier à la réalisation des travaux et des aménagements de l'unité de production de matériaux géosourcés à partir de terres excavées, à l'acquisition de machines et équipements de production (presses, moules, malaxeurs, séchage, outillage dédié à la formation), ainsi qu'à l'acquisition des outils de traçabilité et pédagogique.

Ce projet est lauréat de l'appel à projets Ile-de-France BTP circulaire inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire (SREC) et répond à l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage pluridisciplinaire qui se réunira bimensuellement durant la phase de mise en œuvre, puis trimestriellement pour la phase de déploiement et de suivi post-installation ;
- organiser des groupes de travail thématiques techniques (certification & réglementation, ingénierie matière, formation & insertion, chantiers pilotes) ;
- assurer la visibilité de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication, à l'entrée du site et dans les espaces d'accueil des entreprises et clients, inviter la Région au lancement de l'opération et à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération : tonnages réceptionnés, tonnages recyclés, tonnages sortants effectivement intégrés dans des projets de construction, ... ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif III. Mettre l'économie circulaire au cœur de l'aménagement et des chantiers – AAP Île-de-France BTP circulaire : 20 % des dépenses éligibles en investissement avec une aide régionale plafonnée à 250 000 €.

Localisation géographique :

- SAINT-MAUR-DES-FOSSES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux et aménagement de l'unité de production	380 000,00	40,86%
Machines et équipements (presses, moules, malaxeurs, séchage, outillage)	450 000,00	48,39%
Outil de traçabilité, informatique et pédagogique	100 000,00	10,75%
Total	930 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	186 000,00	20,00%
Fonds propres	744 000,00	80,00%
Total	930 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX096294 - Appel à projets « Île-de-France BTP circulaire » – Création d'une plateforme de production de terres fertiles à St Witz (95)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	1 000 000,00 € HT	15,00 %	150 000,00 €
	Montant total de la subvention		150 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : TERSEN
Adresse administrative : 2 RUE JEAN MERMOZ
78114 MAGNY LES HAMEAUX
Statut Juridique : Société en Nom Collectif
Représentant : Monsieur CHARLES DHORDAIN, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

TERSEN, filiale du groupe COLAS intervient en Île-de-France pour la réalisation de travaux divers (terrassement, déconstruction...) dispose de plusieurs sites pour la gestion des déchets du BTP, qu'ils soient inertes ou non inertes non dangereux.

TERSEN souhaite aménager sur son site de Saint-Witz (95) une plateforme de production de terres fertiles (terres végétales recyclées) à partir de terres issues de chantier franciliens. Il s'agira, pour l'entreprise, de réceptionner des terres de petits chantiers autour du site et dûment sélectionnées. Ces terres seront ensuite caractérisées puis mises en production, lesquelles sont calibrées et mélangées avec du compost végétal afin d'être transformées en ECOSOL FERTILE, contrôlées puis commercialisées.

L'ECOSOL FERTILE sera commercialisé auprès des entreprises de travaux ou paysagistes pour l'aménagement des espaces à végétaliser autour des sites de production (< 20 km) : prairies, pelouse, massifs (plantes ornementales, arbustes) pour les parcs urbains, les îlots de fraîcheurs ou noues de gestion des eaux pluviales, les accompagnements de voiries ou de bâtiments. Afin de développer cette activité TERSEN a besoin, sur son site, d'aménager des casiers couverts pour le stockage des terres excavées et des terres fertiles, de créer une plateforme de traitement des terres, d'installer un pont à bascule et une base de vie ainsi que de réaliser des travaux d'aménagement.

L'entreprise a fixé comme objectif la production de 65 000 tonnes d'ECOSOL FERTILE par an soit plus de 60 000 t de terres excavées valorisées.

Ce projet permettra la création de 3 équivalents temps plein.

La Région apporte son soutien financier à l'aménagement de casiers de stockage des terres excavées et des terres fertiles, à l'achat d'équipements permettant la création d'ECOSOL FERTILE et à la réalisation de travaux pour rendre le site viable.

Ce projet est lauréat de l'appel à projets Île-de-France BTP circulaire inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire (SREC) et répond aux objectifs du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers ;
- assurer la visibilité de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication, à l'entrée du site et sur les espaces d'accueil des entreprises et usagers, inviter la Région au lancement de l'opération et à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération : Tonnage de déchets recyclés et triés, taux de valorisation des flux traités, tonnes équivalent CO₂ évitées grâce à l'activité, nombre de flux de produits, équipements, matériaux ou déchets concernés, ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure III. Mettre l'économie circulaire au cœur de l'aménagement et des chantiers franciliens - AAP Île-de-France BTP circulaire : 20 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec plafond de 250 000 €.

Localisation géographique :

- SAINT-WITZ

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux	250 000,00	25,00%
Equipements	750 000,00	75,00%
Total	1 000 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	150 000,00	15,00%
Fonds propres	850 000,00	85,00%
Total	1 000 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

Annexe 2 : Fiches projets Zéro déchet et économie circulaire

DOSSIER N° EX097333 - Biodéchets - Création d'une végétrie, zone d'apport et de valorisation des déchets verts à Nangis (77)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2041581-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	285 895,00 € HT	30,00 %	85 769,00 €
	Montant total de la subvention		85 769,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : SMETOM GEEODE SYND MIXTE EST
SEINE MARNE TRAIT ORDURE
MENAGERES

Adresse administrative : 2 RUE AMBROISE CROIZAT
77370 NANGIS

Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal

Représentant : Monsieur ERIC JEUNEMAITRE, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le SMETOM GEEODE (Syndicat Mixte de l'Est seine-et-marnais pour le Traitement des Ordures Ménagères, Gestion Economique et Ecologique des déchets ménagers, Objectifs de Développement Durable) exerce la compétence collecte et traitement des déchets ménagers pour 98 communes réparties sur 6 Communautés de communes représentant 89 305 habitants. Il gère 9 déchèteries, ouvertes aux particuliers et aux professionnels, et une plateforme de déchets verts.

Afin de désaturer ses déchèteries, le SMETOM souhaite implanter plusieurs aires de dépose au sol des végétaux, appelées végétrie. Celles-ci permettent d'accueillir les déchets verts des particuliers et des professionnels, et libèrent ainsi de la place dans les déchèteries afin d'accueillir de nouvelles filières, notamment les filières à responsabilité élargie du producteur (REP).

Le présent projet concerne la création d'une végétrie sur la commune de Nangis. Les apports de déchets verts se feront directement au sol. La végétrie sera d'une surface de 248 m² et permettra ainsi de massifier les transports avec l'utilisation de bennes de 90 m³ au lieu de bennes de 30 m³, ce qui permettra de réduire d'un tiers les rotations, améliorant ainsi le bilan carbone. Avec une hauteur maximale de déchets verts de 1,2 m, le volume maximal sera de 298 m³.

La Région apporte son soutien financier aux travaux permettant de réaliser la végétrie.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de tri et de valorisation matière et organique des déchets ménagers.

Le bénéficiaire s'engage à :

- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication et à l'entrée du site, inviter la Région à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés (quantités collectées), ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD pour partager les retours d'expériences et les résultats.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure IV : 35 % maximum des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

- NANGIS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Terrassement et voirie	228 655,00	79,98%
Electricité, clôture et serrurerie	57 240,00	20,02%
Total	285 895,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	85 769,00	30,00%
Fonds propres	200 126,00	70,00%
Total	285 895,00	100,00%

DOSSIER N° EX097326 - Biodéchets – Opération de lutte contre le gaspillage alimentaire au sein de la cantine de l'école Plaine Sud à Clamart (92)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-2041411-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	133 333,00 € HT	30,00 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE CLAMART
Adresse administrative : 1 PLACE MAURICE GUNSBURG
92140 CLAMART
Statut Juridique : Commune
Représentant : Monsieur Yves COSCAS, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

En 2024, la commune de Clamart (55 000 habitants) a expérimenté le projet de cantine zéro déchet sur l'école La Fontaine qui vise à déployer un nouveau système de fonctionnement du self permettant de limiter le gaspillage alimentaire :

- les enfants se servent en 2 étapes ce qui leur donne la possibilité de se servir et de manger selon leur faim (Plateau – entrée – fromage-dessert et Plat chaud) ;
- les entrées et les fromages/desserts sont présentés sur des îlots et en vrac dans de grands contenants ;
- les enfants choisissent la taille de leur assiette.

Ce système a permis de réduire le gaspillage alimentaire de 60 %, avec un taux de satisfaction des élèves de 97 %. Cette première réussite a conduit la commune à poursuivre le déploiement de la cantine zéro déchet avec un premier jalon à court terme au sein de l'école Plaine Sud (230 élèves) puis un déploiement sur l'ensemble des sites de restauration des écoles à moyen terme.

Le projet cantine zéro déchet sur l'école Plaine Sud s'articule autour de 4 axes :

- mettre en place le nouveau système de distribution alimentaire : le self est déstructuré et est composé de plusieurs îlots de distribution indépendants permettant aux enfants de se servir en 2 étapes ;
- réhabiliter le restaurant office afin de permettre la préparation sur place des denrées issues de la revalorisation des excédents et la transformation des denrées brutes (légumes et fruits) provenant de maraîchers locaux ;
- améliorer la qualité de l'offre alimentaire en restauration collective avec la mise en place d'un approvisionnement local et d'actions de lutte contre le gaspillage alimentaire (formation des agents, travail autour des grammages, pesée des déchets...) ;

- s'assurer de la conformité aux normes sanitaires : la mise en place d'un nouveau mode de distribution dans un restaurant satellite nécessite la mise en œuvre de nouveaux procédés et processus pour s'assurer que les denrées alimentaires sont gérées de manière efficace et conformes aux normes sanitaires.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition et à l'installation des équipements nécessaires (mode de distribution, cellule de refroidissement, légumerie, four) à cette nouvelle organisation du self pour réduire le gaspillage alimentaire à l'école Plaine Sud de Clamart (92).

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC) de réduire de 60 % le gaspillage alimentaire.

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers du projet ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication et dans les espaces de restauration scolaire ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération, ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et de la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure I : 35 % maximum des dépenses éligibles en investissement / aide régionale plafonnée à 250 000 €.

Localisation géographique :

- CLAMART

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Système de distribution	88 333,00	66,25%
Cellule de refroidissement	6 667,00	5,00%
Matériels pour légumerie	7 500,00	5,63%
Four de cuisson	30 833,00	23,12%
Total	133 333,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	40 000,00	30,00%
Fonds propres	93 333,00	70,00%
Total	133 333,00	100,00%

DOSSIER N° EX094015 - Tri/recyclage - Création d'une unité de recyclage de batteries de véhicules électriques à Bruyères-sur-Oise (95)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	2 900 000,00 € HT	8,62 %	250 000,00 €
	Montant total de la subvention		250 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : DERICHEBOURG ENVIRONNEMENT
Adresse administrative : 119 AVENUE DU GENERAL MICHEL BIZOT
75012 PARIS 12E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Société par Actions Simplifiées
Représentant : Monsieur ABDERAMAN EL AOUFIR, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 1 juin 2028

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Derichebourg Environnement est la division du groupe spécialisée dans le tri et le recyclage de déchets métalliques ainsi que dans la collecte sélective des déchets ménagers.

La société Derichebourg Environnement et LG Energy Solutions, fabricant de batteries coréen, s'associent pour créer une co-entreprise de recyclage des batteries de véhicules électriques.

Cette nouvelle activité industrielle se développera sur un site déjà existant à Bruyères-sur-Oise (95) géré actuellement par Refinal Industries –filiale du groupe Derichebourg Environnement – à côté de l'activité existante de recyclage de métaux.

Dans une logique de valorisation de la mine urbaine ce projet permettra une seconde vie aux batteries de véhicules électriques des franciliens. En effet, les premiers véhicules électriques arrivent en fin de vie et il est, de ce fait, indispensable de pouvoir développer des structures de recyclage des batteries en Île-de-France.

La future installation permettra de recycler les flux de chutes de production issues de la giga-usine de batteries européennes, près de Wroclaw, en Pologne de LG Energy et surtout les batteries usagées collectées par Derichebourg, notamment en Île-de-France.

Le site permettra de séparer l'aluminium du pack batterie ou le cuivre des contacts et des cartes électroniques des éléments actifs qui stockent l'énergie au sein des cellules soit le lithium, le nickel, le manganèse et le cobalt qui seront réintégrés dans la chaîne de valeur des batteries permettant de réduire les besoins en matières premières d'origine primaire.

Derichebourg se fixe comme objectif de recycler 6 000 tonnes de batteries pour véhicules électriques par an au démarrage en 2028, 13 000 tonnes à horizon 2031, et 20 000 tonnes à terme. La capacité de traitement prévisionnelle de batteries lithium est de 4 tonnes/heure.

Le projet permettra de créer 30 emplois locaux non-délocalisables dès 2028 (75 à terme).

La Région Île-de-France apporte son soutien financier à l'achat et l'installation de la ligne de recyclage et plus particulièrement aux équipements de séparation des constituants des batteries.

Pour mémoire, le montant total du projet est de 17 521 500 € dont 7 975 000 € dédiés à la ligne de recyclage dans son ensemble (dont 2 900 000 € pour l'équipement de séparation des constituants de batteries de véhicules).

Ce projet s'inscrit dans la stratégie régionale d'économie circulaire et contribue à l'atteinte de l'objectif régional visant à atteindre un taux de valorisation matière et organique des DMA de 48 % en 2025 et 52 % en 2031 par rapport à 2015 inscrit au PRPGD (Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers du projet pour assurer le suivi de la mise en œuvre et de son développement ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication, inviter la Région au lancement de l'opération et à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération comme la quantité de déchets recyclés estimés et un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif IV : relever le défi du tri et du recyclage matière et organique : 35 % des dépenses éligibles en investissement – aide régionale plafonnée à 250 000 €.

Localisation géographique :

- BRUYERES-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Ligne de recyclage (procédé de séparation des constituants des batteries)	2 900 000,00	100,00%
Total	2 900 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	250 000,00	8,62%
Fonds propres	2 650 000,00	91,38%
Total	2 900 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX090192 - Réemploi/Réparation – Création d'un atelier de menuiserie pour le réemploi de cagettes et de parquets (75)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	857 833,00 € TTC	11,66 %	100 000,00 €
	Montant total de la subvention		100 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EXTRAMUROS L'ASSOCIATION
Adresse administrative : 156 RUE DE MENILMONTANT
75020 PARIS 20E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur JEAN-FRANCOIS CONNAN, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 janvier 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Pour pouvoir démarrer l'activité, une partie des travaux a été réalisée dès le mois de janvier 2025.

Description :

L'association Extramuros développe une activité de réemploi et d'upcycling qui visent à valoriser les déchets du bois (bois de chantier, meubles, palettes, panneaux, parquets, terrasses, bardage...). En complément, Extramuros mène des actions de sensibilisation sur la valeur des matériaux mis au rebut, notamment les déchets de bois, par une transformation créative en mobilier et accessoires durables et utiles. Par ses activités, l'association vise aussi à agir sur le cadre de vie dans les quartiers populaires, à générer de la mixité et du lien social et sur l'insertion professionnelle de publics sensibles.

Extramuros souhaite créer à Paris, dans le 20e arrondissement, un atelier de 850 m² de production de mobilier en bois permettant de réemployer le gisement en cagettes utilisées sur les marchés forains en Île-de-France pour lequel il n'existe que peu de solutions de valorisation à date ainsi que celui de parquet. En effet, Extramuros a développé des procédés qui permettent de transformer ces déchets en nouveaux matériaux. Grâce à plusieurs opérations il est possible de transformer ces cagettes et parquets en plans de travail ou cloisons afin qu'ils soient réutilisés pour fabriquer des comptoirs, des tables ou assises.

Avec la mise en production de cet atelier, l'objectif d'Extramuros est de passer de 7,5 tonnes à 60 tonnes de matériaux valorisés (cagettes de marché et autres) en 5 ans.

La Région apporte son soutien financier à la réalisation des travaux et à l'acquisition des machines-outils nécessaires pour débiter l'activité de l'atelier de production de menuiserie en réemploi.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers ;
- assurer la visibilité du financement de la Région à l'entrée de l'atelier (vitrine, porte d'entrée, banque d'accueil), la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication et les équipements, l'inviter à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération et à participer aux travaux du PRPGD et de la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure II – Développer le réemploi, la réparation et la réutilisation : 35 % maximum des dépenses éligibles en investissement avec une aide régionale plafonnée à 250 000 €.

Localisation géographique :

- VILLE DE PARIS (EPT1)

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Travaux d'aménagement du local	682 410,00	79,55%
Machines / outils	175 423,00	20,45%
Total	857 833,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	100 000,00	11,66%
Ville de Paris	300 000,00	34,97%
Syctom	200 000,00	23,31%
Fonds propres	257 833,00	30,06%
Total	857 833,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° EX097303 - Réemploi/ Réparation - Création d'ateliers de bricolage et de réparation au sein du Tiers Lieu Le Chêne rond à Marcoussis (91)

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 modifiée du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-7213-20421-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	62 700,00 € TTC	30,00 %	18 810,00 €
	Montant total de la subvention		18 810,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : INFINIR
Adresse administrative : 19 AVENUE BURES COTTAGE
91440 BURES SUR YVETTE
Statut Juridique : Association
Représentant : Madame SABINE CHAMPENOIS, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'association infiniR souhaite développer son activité de réemploi de matériaux, meubles, articles de bricolage et décoration dans le sud francilien, auprès des professionnels et des particuliers. L'association collecte, diagnostique, remet en état et revend des articles via internet ou dans sa boutique située à Gometz-la-Ville (91).

Pour poursuivre son engagement sur la réparation et l'allongement de la durée de vie des articles récupérés, l'association va installer, au 1^{er} semestre 2026, des ateliers de réparation et de fabrication au sein du Tiers Lieux du Chêne Rond à Marcoussis (91). Les ateliers permettront de valoriser les objets récupérés tout en mutualisant les équipements et compétences auprès des habitants et entrepreneurs locaux. L'association a donc besoin d'aménager les ateliers, d'acquérir les différentes machines, outils et équipements informatiques et mettre en place la signalétique permettant d'informer les usagers du lieu.

L'association prévoit de récupérer 27 tonnes d'articles et grâce aux ateliers de pouvoir augmenter son taux de réemploi à 80 %. Pour gérer les ateliers, il est prévu d'embaucher une personne à temps plein et d'augmenter le temps de travail d'un des salariés. Le projet du Tiers Lieu du Chêne rond est porté par la Commune de Marcoussis qui pilote l'ensemble du projet. Des réunions de travail régulières sont organisées pour coordonner les différentes parties prenantes.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition d'équipements, d'aménagements et de signalétique pour la mise en œuvre d'ateliers de bricolage et de réparation sur le territoire du sud francilien.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) et de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC) de doubler l'offre de réemploi, réutilisation et réparation à destination des franciliens en 2031.

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers du projet pour assurer le suivi de la mise en œuvre et de son développement ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication, à l'entrée du site et sur les espaces d'accueil du public (porte d'accès, vitrine, banque d'accueil, ateliers...), inviter la Région au lancement de l'opération et à l'inauguration ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération (tonnages collectés et réemployés, nombre d'emplois créés, nombre de participants aux ateliers et aux formations etc.) ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et de la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire – Mesure II. Développer le réemploi, la réutilisation et la réparation : 35% maximum des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

- ESSONNE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Acquisition machines et outils	57 700,00	92,03%	Région Île-de-France	18 810,00	30,00%
Aménagements et signalétique pérenne	5 000,00	7,97%	Fondations	28 215,00	45,00%
Total	62 700,00	100,00%	Fonds propres	15 675,00	25,00%
			Total	62 700,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : Règlement de minimis (UE) 2023/2831 publié au JOUE L du 15 décembre 2023, relatif à : Aides de minimis entreprise

DOSSIER N° 25003266 - Economie circulaire – Accélérateur Solutions circulaires pour le bâtiment en Île-de-France

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (fonctionnement) (n° 00000356)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 937-7213-65748-172002-1700

Action : 17200203- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (fonctionnement)	280 120,00 € HT	14,28 %	40 000,00 €
	Montant total de la subvention		40 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : LES CANAUX

Adresse administrative : 6 QUAI DE LA SEINE
75019 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame MARIE FLOQUET, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'association Les Canaux fédère et accompagne les acteurs économiques engagés dans l'économie circulaire. En 2021, elle a organisé la première promotion de l'Accélérateur de l'économie circulaire en Île-de-France. Cet accompagnement a permis aux entreprises lauréates d'augmenter de 70 % les tonnes de matériaux réemployés ou recyclés, d'augmenter de 50 % leurs recettes et de créer 200 emplois. En 2024, la Région a soutenu l'accélérateur « textile » qui a permis à 20 structures franciliennes d'avoir un accompagnement dans leur développement.

Pour 2025/2026, Les Canaux souhaite lancer 3 nouveaux accélérateurs : un dédié aux solutions zéro déchet et circulaires pour l'évènementiel, un pour accélérer le changement d'échelle pour la production de mobilier reconditionné ou upcyclé et un pour faire développer des filières de réemploi et recyclage de la construction et l'aménagement zéro déchet et circulaire.

Compte tenu de l'ampleur sur secteur du bâtiment en Île-de-France et de son impact, le programme prioritaire est celui concernant le secteur de la construction et du bâtiment. Cet accélérateur se déroule d'une durée de 18 mois et prévoit :

- d'accompagner 15 à 20 structures franciliennes ou souhaitant s'implanter en Île-de-France autour de cinq piliers : structurer l'activité, accélérer et changer d'échelle, s'intégrer dans le secteur, renforcer l'impact social et accroître son activité ;
- de proposer 3 types d'accompagnement : collectif (formation socle, visites, ateliers), semi-collectif (formations thématiques et groupes de travail) et individuel (diagnostic, mentorat, expertise) ;
- d'organiser un évènement de lancement et de clôture.

La construction de ce programme sera réalisée en concertation avec les membres du comité de pilotage (réunion de cadrage et comités de pilotage) ainsi que la sélection des candidats (comité de sélection) et l'accompagnement des lauréats (comités d'accélération). Les acteurs et têtes de réseaux de la filière seront également sollicités.

La Région apporte son soutien financier à la construction et la coordination du programme ainsi qu'aux accompagnements proposés aux lauréats dans le cadre de l'accélérateur construction et aménagement circulaire.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs de la Stratégie Régionale en faveur de l'Economie Circulaire (SREC).

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage de suivi réunissant les partenaires techniques et financiers du projet pour assurer le suivi de la mise en œuvre et de son développement ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication et le site internet, inviter la Région au lancement et aux différents événements liés à l'opération ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération : nombres de candidats, de lauréats, tonnage textiles réemployés, emplois créés, hausse des chiffres d'affaires, fonds levés, nouveaux partenariats et essaimage ainsi qu'un bilan annuel ;
- participer aux travaux du PRPGD et la SREC pour partager les retours d'expérience et les résultats.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et économie circulaire - Mesure V – Développer l'économie circulaire et innover : 50 % des dépenses éligibles en fonctionnement.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Pilotage de l'accélérateur (salaires)	206 120,00	73,58%
Frais d'organisation des sessions et réunions	9 100,00	3,25%
Formation, ateliers, animation (prestations extérieures)	64 900,00	23,17%
Total	280 120,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	40 000,00	14,28%
ADEME	168 072,00	60,00%
Fonds propres	72 048,00	25,72%
Total	280 120,00	100,00%

DOSSIER N° 25004444 - Réemploi / Réparation – Accompagnement du renforcement de l'offre en réemploi solidaire en grande couronne pour les franciliens

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (fonctionnement) (n° 00000356)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 937-7213-65748-172002-1700

Action : 17200203- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (fonctionnement)	125 000,00 € TTC	24,00 %	30 000,00 €
	Montant total de la subvention		30 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESEAU FRANCILIEN DU REEMPLOI

Adresse administrative : 125 RUE DU CHEMIN VERT
75011 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame KARINA PEREZ, Présidente

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 20 novembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Le REFER - Réseau Francilien du Réemploi est un réseau régional composé de 74 associations en 2025 (ressourceries, recycleries, ateliers vélo et structures Emmaüs). Il accompagne le développement du secteur du réemploi solidaire en soutenant l'entraide, le partage et la coopération. Les structures membres du REFER offrent de nombreux services de proximité aux franciliens : collecte, vente de biens de seconde main à prix solidaires, ateliers collectifs, sensibilisation aux enjeux environnementaux, insertion par l'activité économique, action sociale, animation locale, etc.

Le projet vise à consolider et renforcer l'offre et le maillage territorial pour assurer une couverture plus complète des besoins des franciliens en matière d'offre de réemploi solidaire (collecte, valorisation et redistribution) : il s'agit notamment de faciliter l'implantation de nouveaux projets sur les territoires carencés en accompagnant les porteurs de projets et les collectivités.

Pour cela le projet vise à :

1/ L'approfondissement de la phase de diagnostic et de d'identification réalisée sur les départements des Yvelines et de l'Essonne par :

- l'accompagnement des collectivités : cet accompagnement vise à poursuivre le travail avec les collectivités identifiées pour faciliter l'implantation de nouvelles structures ;
- la mise en place d'actions de préfiguration : l'objectif est de déployer des actions de sensibilisation sur les territoires telles que des ressourceries éphémères, événements, collectes en pieds d'immeuble... toutes ces actions participent à préfigurer les lieux de réemploi solidaire durable ;
- l'accompagnement de projets en émergence : l'accompagnement du REFER se focalise sur les porteurs de projets, citoyens ou collectivités territoriales, désireuses de développer un projet de réemploi solidaire.

Plutôt qu'un parcours linéaire, cet accompagnement part de l'état d'avancement et de maturation du projet et cible ses priorités : foncier, recherches de financements, dimensionnement de l'activité, montée en compétence sur des sujets clefs, etc. ;

- suivre et animer la dynamique locale de l'écosystème réemploi : animation de collectif de travail sur le territoire : participer à l'animation des échanges entre les institutions et les acteurs locaux et création d'événements locaux en lien avec les projets et les besoins des territoires et des habitants.

2/ La poursuite de l'analyse du maillage de zones blanches en grande couronne et présentation aux acteurs

Dans la continuité du travail engagé en 2025 pour rééquilibrer le territoire francilien en offre de structures de réemploi solidaire, deux autres départements seront analysés, le Val-d'Oise et la Seine-et-Marne. De la même façon que pour les Yvelines et l'Essonne il s'agira de réaliser des diagnostics départementaux, deux événements de restitution sur les deux territoires analysés, au moins deux visites apprenantes.

3/ L'organisation d'un atelier bilan et perspectives des ressourceries/recycleries franciliennes en présentiel : l'objectif est de réunir les collectivités et les ressourceries pour favoriser la mise en réseau et les échanges de bonnes pratiques.

La Région apporte son soutien financier aux actions présentées dans le cadre du projet de consolidation, renforcement et suivi de l'offre de réemploi solidaire en Île-de-France proposé par le REFER.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD), de doubler l'offre de réemploi, réutilisation, réparation d'ici 2031

Le bénéficiaire s'engage à :

- mettre en place un comité de pilotage annuel réunissant les partenaires techniques et financiers du projet pour assurer le suivi de la mise en œuvre et de son développement ;
- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication ;
- participer aux travaux du PRPGD et de la SREC (Stratégie Régionale d'Economie circulaire).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif Zéro déchet et Economie circulaire - Mesure VII : 50 % des dépenses éligibles en fonctionnement.

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de personnel et de structure	125 000,00	100,00%
Total	125 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	30 000,00	24,00%
ADEME	55 000,00	44,00%
Fonds propres	40 000,00	32,00%
Total	125 000,00	100,00%

Annexe 3 : Fiches projets Île-de-France propre

DOSSIER N° EX097309 - Fonds propreté – Mise en place de solutions de lutte contre les dépôts sauvages sur les communes de Saint Chéron et Granges-le-Roi (91)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)

Délibération Cadre : CR127-16 modifiée du 07/07/2016

Imputation budgétaire : 907-7213-2041511-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	13 880,00 € HT	60,00 %	8 328,00 €
Montant total de la subvention			8 328,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : CCDH COMMUNAUTE DE COMMUNE LE
DOURDANNAIS EN HUREPOIX

Adresse administrative : RUE PIERRE CECCALDI
91410 DOURDAN

Statut Juridique : Communauté de Communes

Représentant : Monsieur REMI BOYER, Président

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 décembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La Communauté de communes du Dourdannais en Hurepoix se situe dans le département de l'Essonne et regroupe 11 communes dont les communes de Saint-Chéron et Les Granges-le-Roi qui rencontrent des problèmes de dépôts sauvages sur 2 points noirs. Il s'agit de 2 terrains de jeux où les accès sont forcés par des véhicules avec les impacts suivants :

- 74 tonnes de déchets sauvages ;
- 2060 € TTC par an en moyenne pour le coût de collecte et traitement des dépôts sauvages ;
- 1 agent mobilisé pour l'enlèvement des dépôts sauvages.

En complément des actions curatives qui sont mises en place afin de diminuer durablement ces dépôts sauvages et réduire les coûts d'enlèvement et de traitement, la Communauté de communes du Dourdannais en Hurepoix souhaite mettre en place des portiques anti-intrusion permettant d'éviter aux véhicules d'accéder aux terrains pour y déposer leurs gravats et autres dépôts sauvages, des caméras et la pose de panneaux interdisant les dépôts de déchets.

La Région apporte son soutien financier à la pose de portique anti-intrusion pour lutter contre les dépôts sauvages.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de lutte contre les pratiques illicites et les dépôts sauvages de déchets.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif du Fonds propreté : 80 % maximum des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

- LES GRANGES-LE-ROI
- SAINT-CHERON

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Pose de portiques anti-intrusion	13 880,00	100,00%
Total	13 880,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	8 328,00	60,00%
Fonds propres	5 552,00	40,00%
Total	13 880,00	100,00%

DOSSIER N° EX097338 - Fonds propreté – Déploiement de caméras intelligentes pour lutter contre les dépôts sauvages à Villeneuve-Saint-Georges (94)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)

Délibération Cadre : CR127-16 modifiée du 07/07/2016

Imputation budgétaire : 907-7213-2041411-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	20 500,00 € HT	50,00 %	10 250,00 €
Montant total de la subvention			10 250,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE VILLENEUVE-SAINT-GEORGES
Adresse administrative : PLACE PIERRE SEMARD
94190 VILLENEUVE SAINT GEORGES
Statut Juridique : Commune
Représentant : Madame Kristell NIASME, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 octobre 2025 - 31 décembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Il est nécessaire de mettre en place les caméras nomades au plus tôt pour limiter, dès que possible, de nouveaux dépôts sauvages.

Description :

La commune de Villeneuve-Saint-Georges est une commune du Val-de-Marne regroupant près de 36 170 habitants et qui s'étend sur près de 8,75 km². Elle est membre de l'Etablissement Public Territorial Grand Orly Seine Bièvre qui exerce la compétence collecte.

La commune rencontre des problèmes de dépôts sauvages et le projet cible plusieurs sites stratégiques identifiés sur le territoire communal, concentrés dans les zones industrielles, les zones urbaines et autour de points d'apports volontaires. Ces sites ont été sélectionnées sur la base d'une analyse rigoureuse tenant compte de la récurrence des infractions, de leur visibilité et de l'ampleur de leur impact écologique et social.

Afin de répondre de manière efficace et durable à cette problématique, la commune mettra en œuvre un plan d'action global articulé autour de deux axes complémentaires :

- la prévention : des campagnes de sensibilisation seront menées pour informer et responsabiliser les usagers sur les conséquences des dépôts illicites et les solutions de gestion des déchets à leur disposition. Des supports pédagogiques, des actions de communication ciblées, ainsi que des animations seront déployés pour toucher un large public, des scolaires aux entreprises locales ;

- la remédiation : des mesures concrètes de surveillance et d'intervention seront mises en place. Cela inclut le renforcement des contrôles sur les sites sensibles, l'installation de dispositifs photographiques, ainsi que l'intervention rapide des services municipaux pour le nettoyage et la réhabilitation des zones concernées. Jusqu'à présent, l'utilisation de pièges photographiques s'est révélée inefficace, ces dispositifs capturant des images de manière aléatoire, entraînant une consommation rapide des batteries et ne permettant pas à la police municipale de vérifier l'effectivité des infractions. Face à ce constat, la commune a choisi d'investir dans un dispositif de caméras associées à un module d'intelligence artificielle analysant les flux d'images pour sélectionner celles correspondant à un dépôt de déchets. Cet extrait vidéo est ensuite transmis à un logiciel dont l'interface de gestion permet d'établir des rapports d'activités et des statistiques pour toutes les caméras équipées. Cette interface propose également un module dédié à la verbalisation qui facilite le travail des agents habilités en réunissant les différents éléments de constatation nécessaires à la procédure et en générant les documents associés

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition et l'installation de quatre caméras intelligentes pour faciliter la verbalisation des dépôts sauvages.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de lutte contre les pratiques illicites et les dépôts sauvages de déchets.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif du Fonds propreté : 80 % maximum des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

- VILLENEUVE-SAINT-GEORGES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition et installation de quatre caméras intelligentes	20 500,00	100,00%
Total	20 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	10 250,00	50,00%
Fonds propres	10 250,00	50,00%
Total	20 500,00	100,00%

DOSSIER N° EX097460 - Fonds propreté - Acquisition de caméras nomades intelligentes pour lutter contre les dépôts sauvages à Luzarches (95)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)

Délibération Cadre : CR127-16 modifiée du 07/07/2016

Imputation budgétaire : 907-7213-2041411-172002-1700

Action : 17200204- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	89 000,00 € HT	50,00 %	44 500,00 €
Montant total de la subvention			44 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DE LUZARCHES

Adresse administrative : PLACE DE LA MAIRIE
95270 LUZARCHES

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Michel MANSOUX, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune de Luzarches est une commune du Val d'Oise de 4 900 habitants. Elle est membre du SIGIDURS qui exerce les compétences collecte et traitement des déchets.

Elle exerce la compétence « propreté urbaine » dont la lutte contre les dépôts sauvages.

La commune rencontre des problèmes de dépôts sauvages récurrents sur son territoire avec les impacts suivants :

- 120 tonnes de déchets sauvages enlevés en 2024 ;
- 15 000 € TTC par an en moyenne pour le coût de collecte et traitement des dépôts sauvages ;
- 1 agent consacrant 6h par semaine à l'enlèvement des dépôts sauvages.

Sur 11 points noirs de dépôts sauvages identifiés sur la commune, 4 sont considérées comme très actifs avec en moyenne 100 dépôts sauvages par mois.

En complément des actions curatives mises en place afin de diminuer durablement ces dépôts sauvages et réduire les coûts d'enlèvement et de traitement, la commune de Luzarches souhaite mettre en service 4 caméras nomades intelligentes dans le but de verbaliser les contrevenants sur les 4 points noirs les plus problématiques.

En complément des moyens matériels et humains pour collecter les dépôts sauvages la police Municipale a pour mission d'identifier et sanctionner via la mise en place de sanctions administratives, les responsables de dépôts sauvages pouvant être identifiés.

La commune souhaite également lancer plusieurs campagnes de communication.

La commune s'est fixée comme objectif une réduction de 80% des dépôts sauvages présents sur son territoire à horizon d'un an.

La Région apporte son soutien financier à l'acquisition et l'installation de caméras nomades intelligentes pour lutter contre les dépôts sauvages.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de lutte contre les pratiques illicites et les dépôts sauvages de déchets.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du dispositif du Fonds propreté : 80 % maximum des dépenses éligibles en investissement.

Localisation géographique :

- LUZARCHES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Acquisition et installation de caméras nomades Intelligentes	89 000,00	100,00%
Total	89 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	44 500,00	50,00%
Fonds propres	44 500,00	50,00%
Total	89 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX098086 - Fonds propriété : Aménagements pour la prévention des dépôts sauvages sur les terres agricoles - EARL TROUET

Dispositif : Résorption des dépôts sauvages sur les terrains des agriculteurs franciliens (investissement) (n° 00001129)

Délibération Cadre : CP2018-111 du 16/03/2018

Imputation budgétaire : 907-7222-20421-172003-1700

Action : 17200301- Fonds propriété

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Résorption des dépôts sauvages sur les terrains des agriculteurs franciliens (investissement)	2 000,00 € TTC	50,00 %	1 000,00 €
	Montant total de la subvention		1 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EARL TROUET

Adresse administrative : 2 RUE DE LA LEGALITE
77166 GRISY SUISNES

Statut Juridique : Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée

Représentant : Monsieur EDOUARD TROUET, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 20 novembre 2028

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'EARL TROUET a été victime d'un dépôt sauvage sur sa parcelle agricole. Après un signalement et une constatation par la mairie et la police municipale, le porteur de projet sollicite le soutien du conseil régional afin d'aménager une barrière levante à contrepoids afin d'éviter de futurs dépôts.

Détail du calcul de la subvention :

L'aide au financement de ces actions est fixée au taux maximum de 50 % du coût HT de l'action, le coût pourra être TTC si le bénéficiaire atteste qu'il ne récupère pas la TVA à quel titre que ce soit.

L'aide d'investissement est plafonnée à 10 000 € de subvention régionale / exploitation agricole / an.

Localisation géographique :

- GRISY-SUISNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Aménagements pour limiter l'accès aux parcelles (investissement)	2 000,00	100,00%
Total	2 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	1 000,00	50,00%
Autofinancement	1 000,00	50,00%
Total	2 000,00	100,00%

DOSSIER N° EX096989 - Fonds propreté – Evacuation des déchets sur une parcelle communale à Asnières sur Oise (95)

Dispositif : Fonds propreté (fonctionnement) (n° 00001130)

Délibération Cadre : CP2018-111 du 16/03/2018

Imputation budgétaire : 937-7213-657341-172002-1700

Action : 17200203- Economie circulaire, fonds propreté et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds propreté (fonctionnement)	20 640,00 € TTC	50,00 %	10 320,00 €
Montant total de la subvention			10 320,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE D'ASNIERES-SUR-OISE

Adresse administrative : 20 RUE D'AVALEAU
95270 ASNIERES SUR OISE

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur Eric THERRY, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 31 décembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

La commune d'Asnières-sur-Oise (95) est une commune de 3 125 habitants appartenant à la Communauté de Communes Carnelle Pays-de-France. Les compétences collecte et traitement des déchets sont exercées par le syndicat Tri-or pour le compte de la commune.

La commune est impactée par un dépôt sauvage le long d'un chemin communal sur une parcelle appartenant à la commune. Ce dépôt composé essentiellement de déchets de chantier (plâtre, ciment, béton, pierre, tuyau, carrelage, terre, bâche plastique...) s'étend sur environ 300 m² et sur 1 mètre de hauteur.

Le dépôt a été fixé grâce à l'aménagement d'un talus de terre autour du site, et l'accès au chemin a été condamné par l'installation de deux potelets en bois. Par ailleurs, une caméra nomade a été installée afin d'assurer une surveillance active des abords.

La commune souhaite procéder à l'évacuation des dépôts sauvages présents sur le site. À cet effet, des véhicules seront mobilisés pour faciliter le ramassage et le chargement des déchets, notamment les objets volumineux ou difficilement manipulables manuellement par les agents de la commune. Des bennes à encombrants seront installées sur place afin de recueillir les déchets collectés et afin de les trier. Une fois pleines, ces bennes seront acheminées vers une installation agréée et envoyées vers les exutoires adaptés. Ces opérations seront réalisées par les collaborateurs du service technique de la commune. Elles permettront de restaurer l'état initial du site, de préserver l'environnement et d'améliorer la salubrité des lieux.

La Région apporte son soutien financier à la location des véhicules utilitaires et de chantier nécessaires à l'évacuation des déchets ainsi qu'à la prestation de tri, transport et valorisation des déchets.

Le bénéficiaire s'engage à :

- assurer la visibilité du financement de la Région, la mentionner comme partenaire, apposer son logo sur tous les documents de communication ;
- inviter la Région aux comités de pilotage de l'opération et la tenir informée des suites à venir ;
- fournir à la Région les indicateurs de suivi adaptés à l'opération : quantité et natures des déchets évacués, filières de traitement utilisées.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre du fonds propre 50 % des dépenses éligibles en fonctionnement.

Localisation géographique :

- ASNIERES-SUR-OISE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Location de véhicules utilitaires et de chantier pour la collecte des déchets	6 860,00	33,24%
Prestation de tri, transport et traitement des déchets	13 780,00	66,76%
Total	20 640,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	10 320,00	50,00%
Fonds propres	10 320,00	50,00%
Total	20 640,00	100,00%

DOSSIER N° EX098085 - Fonds propriété : Enlèvement des dépôts sauvages sur les terres agricoles - EARL TROUET

Dispositif : Résorption des dépôts sauvages sur les terrains des agriculteurs franciliens (fonctionnement) (n° 00001128)

Délibération Cadre : CP2018-111 du 16/03/2018

Imputation budgétaire : 937-7222-65748-172003-1700

Action : 17200302- Fonds propriété

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Résorption des dépôts sauvages sur les terrains des agriculteurs franciliens (fonctionnement)	1 100,00 € TTC	80,00 %	880,00 €
	Montant total de la subvention		880,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : EARL TROUET

Adresse administrative : 2 RUE DE LA LEGALITE
77166 GRISY SUISNES

Statut Juridique : Exploitation Agricole à Responsabilité Limitée

Représentant : Monsieur EDOUARD TROUET, Gérant

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025 - 20 novembre 2026

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

L'EARL TROUET, située à Grisy Suisnes (77) a été victime d'un dépôt sauvage sur sa parcelle et sollicite le soutien régional pour l'enlèvement et le traitement des déchets.

Détail du calcul de la subvention :

L'aide au financement de ces actions est fixée au taux maximum de 80 % du coût HT de l'action, le coût pourra être TTC si le bénéficiaire atteste qu'il ne récupère pas la TVA à quel titre que ce soit.

L'aide de fonctionnement est plafonnée à 5 000 € de subvention régionale / exploitation agricole / an

Localisation géographique :

- GRISY-SUISNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Retrait des déchets (fonctionnement)	1 100,00	100,00%
Total	1 100,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	880,00	80,00%
Autofinancement	220,00	20,00%
Total	1 100,00	100,00%

DOSSIER N° EX098084 - Fonds propreté : Enlèvement des dépôts sauvages sur les terres agricoles - Madame CLEMENCE PICHOT-THIERRY

Dispositif : Résorption des dépôts sauvages sur les terrains des agriculteurs franciliens (fonctionnement) (n° 00001128)

Délibération Cadre : CP2018-111 du 16/03/2018

Imputation budgétaire : 937-7222-65742-172003-1700

Action : 17200302- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Résorption des dépôts sauvages sur les terrains des agriculteurs franciliens (fonctionnement)	200,00 € TTC	80,00 %	160,00 €
	Montant total de la subvention		160,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : PICHOT THIERRY CLEMENCE NATHALIE

Adresse administrative : 6 AVENUE DES DEUX CHATEAUX
77600 GUERMANTES

Statut Juridique : Entrepreneur individuel

Représentant : Madame CLEMENCE PICHOT-THIERRY

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 20 novembre 2025

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Madame Clémence PICHOT-THIERRY a été victime d'un dépôt sauvage sur sa parcelle située à Gouvernes (77) et sollicite le soutien régional pour l'enlèvement et le traitement des déchets.

Détail du calcul de la subvention :

L'aide au financement de ces actions est fixée au taux maximum de 80 % du coût HT de l'action, le coût pourra être TTC si le bénéficiaire atteste qu'il ne récupère pas la TVA à quel titre que ce soit.

L'aide de fonctionnement est plafonnée à 5 000 € de subvention régionale / exploitation agricole / an

Localisation géographique :

- GOUVERNES

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER/Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Retrait des déchets (fonctionnement)	200,00	100,00%
Total	200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	160,00	80,00%
Autofinancement	40,00	20,00%
Total	200,00	100,00%

Annexe 4 : Réaffectations

DOSSIER N° EX062495 - Etude pré-opérationnelle d'une gestion mutualisée d'emballages consignés en Île-de-France – Lauréat AMI innovation 4R

Dispositif : Zéro déchet et économie circulaire (investissement) (n° 00000353)

Délibération Cadre : CP2021-198 du 01/04/2021

Imputation budgétaire : 907-72-20421-172001-1700

Action : 17200106- Economie circulaire et déchets

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Zéro déchet et économie circulaire (investissement)	70 000,00 € TTC	35,00 %	24 500,00 €
	Montant total de la subvention		24 500,00 €
	Montant de la réaffectation		24 500,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : RESEAU VRAC

Adresse administrative : 5 RUE D ALSACE
75010 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame CELIA RENNESSON, Directrice générale

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 avril 2022 - 31 décembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Non

À la suite d'une erreur matérielle, la demande de versement n'a pas pu être traitée dans le temps imparti. Il est donc proposé de réaffecter le solde de la subvention d'un montant de 24 500 €.

Description :

Le Réseau Consigne & Réemploi IDF est le premier réseau régional français spécialisé dans l'accompagnement du déploiement du réemploi des emballages. Le Réseau souhaite acquérir un grand nombre de contenants consignés standardisés pour les mettre à disposition de ses membres et ainsi permettre un passage à échelle plus globale du réemploi des emballages. Il s'agit d'une première étape dans la structuration de la filière sur le territoire francilien.

Pour cela, le Réseau souhaite lancer une étude afin d'analyser le caractère mutualisable de la gestion des contenants qui seront mis à disposition des opérateurs qui pourrait inclure une solution de traçabilité commune, des solutions de collecte et lavage mutualisées des contenants, etc. Elle permettra de comprendre comment il est possible que des opérateurs travaillant aujourd'hui en boucles fermées uniquement avec leur propre flotte de contenants puissent fonctionner avec les contenants mutualisés sur un même territoire, et comment gérer les flux logistiques ou financier entre ces derniers. Cette étude s'appuiera sur l'expérimentation menée sur le territoire parisien. Elle visera à co-construire un système de réemploi innovant répliquable sur le territoire et à d'autres types de contenants et matériaux.

Son objectif final sera de proposer un modèle de la structure de gestion mutualisée et d'assurer sa viabilité économique.

La Région apporte son soutien financier à la réalisation de l'étude pré-opérationnelle du système de gestion mutualisée des emballages consignés en Île-de-France.

Ce projet s'inscrit dans la mise en œuvre de l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) d'Île-de-France de déploiement de la consigne pour réemploi sur le territoire francilien. Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

Au titre de la mesure II : 50 % des dépenses éligibles en investissement

Localisation géographique :

- REGION ILE DE FRANCE

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude pré-opérationnelle	70 000,00	100,00%
Total	70 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	24 500,00	35,00%
Fonds propres	21 000,00	30,00%
ADEME (prévisionnel)	24 500,00	35,00%
Total	70 000,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides aux études environnementales

DOSSIER N° EX052714 - Fonds Propreté : Acquisition de barrières de lutte contre les dépôts sauvages au Plessis-Gassot (95) – LAUREAT DU BPE (1ère session)

Dispositif : Fonds Propreté (investissement) (n° 00000977)

Délibération Cadre : CR127-16 modifiée du 07/07/2016

Imputation budgétaire : 907-72-204141-172001-1700

Action : 17200109- Fonds propreté

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Fonds Propreté (investissement)	15 807,00 € HT	55,00 %	8 694,00 €
	Montant total de la subvention		8 694,00 €
	Montant de la réaffectation		8 694,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : COMMUNE DU PLESSIS-GASSOT

Adresse administrative : MAIRIE
95720 LE PLESSIS-GASSOT

Statut Juridique : Commune

Représentant : Monsieur DIDIER GUEVEL, Maire

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 1 juillet 2020 - 31 décembre 2020

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'installation des barrières permettra de limiter le plus en amont possible les dépôts sauvages.

À la suite d'une erreur matérielle, la demande de versement n'a pas pu être traitée dans le temps imparti. Il est donc proposé de réaffecter le solde de la subvention d'un montant de 8 694 €.

Description :

La commune du Plessis-Gassot est confrontée chaque semaine à des dépôts sauvages, majoritairement déposés dans les chemins ruraux, et notamment sur les bas-côtés des chemins vicinaux n°1, 2 et 3 d'accès au village depuis la RD 10 ou de la commune d'Ecouen. Les quantités varient de quelques sacs à des volumes de 10 à 15 m3.

Dès signalement du dépôt sauvage, des photos sont prises et des démarches engagées avec la gendarmerie en s'appuyant sur l'identification éventuelle de la plaque d'immatriculation par le biais des caméras de vidéo-surveillance de la commune.

Pour limiter la multiplication des dépôts sauvages et les démarches d'enlèvement, la commune souhaite empêcher les accès illégaux à ses chemins ruraux afin de lutter contre les dépôts sauvages et autres délits.

La région Île-de-France apporte son soutien à l'installation de huit barrières solaires à commande automatiques.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets (PRPGD) de lutte contre les dépôts sauvages.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

- Au titre de la mesure fonds propre : 50 % des dépenses éligibles en investissement, soit un soutien « de droit commun » de 7 904 €.

- Au titre du budget participatif écologique et solidaire régional : prime citoyenne de 10% sur la subvention, soit 790 €.

Soit un soutien total de 8 694 €.

Localisation géographique :

- LE PLESSIS-GASSOT

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2025

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Barrières solaires et télécommandes	15 807,00	100,00%
Total	15 807,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Fonds propres	4 742,00	30,00%
Département du Val d'Oise	2 371,00	15,00%
Subvention Région Île-de-France	7 904,00	50,00%
Prime citoyenne écologique régionale	790,00	5,00%
Total	15 807,00	100,00%